

Libération

FEU L'AMAZONIE ?

Conséquence de la déforestation et du dérèglement climatique, le poumon vert de la planète est ravagé par des incendies. Pour les experts, le point de non-retour est proche. **PAGES 2-4**

Près de la ville de Lábrea (Brésil), le 4 septembre. PHOTO MICHAEL DANTAS AFP



AFP

TAYLOR SWIFT
Le soutien qui booste Harris et bouscule Trump

PAGES 6-7

BENJAMIN STORA
Les Algériens en France : une BD «pour retrouver la mémoire»

PAGES 18-19



STARFACE

DIDIER ROUSTAN
Mort d'un romantique du foot

PAGES 14-15

(PUBLICITÉ)

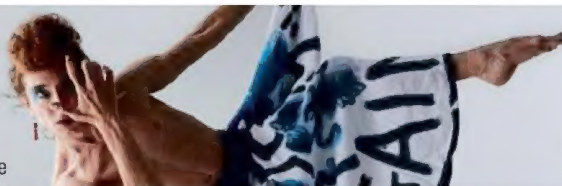
M 00135 - 912 - F - 2,70 €



Centre Pompidou

Extra!

Le festival de la littérature vivante



Lectures | Expositions
Performances | Rentrée littéraire
12-22 septembre 2024

Amazonie L'écorcée vive

Soumise depuis le début de l'année à un nombre record d'incendies déclenchés par les défricheurs, accompagnés d'une sécheresse historique et de températures extrêmes, la forêt est fortement mise en péril. Face à ce cocktail explosif, les experts du changement climatique craignent le franchissement d'un point de non-retour plus rapide qu'anticipé.



Par
NINA GUÉRINEAU
DE LA MÉRIE

«**J**e suis tellement énervée, révoltée !» Au téléphone, la voix de Luciana Gatti, climatologue à l'Institut national brésilien de recherche spatiale (Inpe), grimpe dans les décibels. «Le monde est en train de manger l'Amazonie, bouillonne la scientifique. La stupidité humaine et la course à l'argent nous entraînent dans un suicide collectif.» Une colère ardente, à l'image de cette année brûlante qui dévaste la plus grande forêt de la planète – sa superficie fait deux fois la taille de l'Inde. Depuis janvier, de grands panaches de fumée surplombent le couvert végétal tropical qui s'étend sur neuf pays, asphyxiant les populations locales et des milliers d'espèces animales. En 2024, plus de 82 000 foyers d'incendie ont été signalés au cœur du «poumon vert» terrestre, selon les données de l'Inpe diffusées début septembre, faisant de ces huit derniers mois la pire période depuis vingt

ans. Près de 38 300 feux ont été observés rien qu'en août, contre 17 400 en 2023 durant le même mois. Et, mardi, quelque 5 000 zones du bassin amazonien brûlaient encore. Evoquant une «pandémie d'incendies», les autorités brésiliennes ont ordonné la convocation «dans les cinq jours» d'effectifs de pompiers en plus grand nombre.

Gigantesques, les épais nuages de cendres traversent les frontières, obscurcissent le ciel des villes boliviennes, argentines et uruguayennes. Les tourbillons noirs longent même les immenses montagnes de la cordillère des Andes. Au-delà de l'Amazonie, de nombreux parcs et réserves naturelles sont aussi ravagés par les flammes. En juillet, le Pantanal, la plus grande zone humide de la Terre, était touché par un nombre affolant de brasiers dévastateurs. Enfin, ces derniers jours, plus de 10 000 hectares de végétation ont brûlé dans le parc national de la Chapada dos Veadeiros, situé à 250 kilomètres au nord de la capitale Brasília. «La ville est complètement remplie de fumée», témoigne une de ses rési-

dentes, Ane Alencar, directrice scientifique à l'Institut de recherche environnementale d'Amazonie. Toujours d'après les images satellites de l'Inpe, près de cinq millions de kilomètres carrés – 60 % du territoire brésilien – sont aujourd'hui enfumés. Ce voile de pollution, qui rend l'air irrespirable, ne risque pas de se lever tout de suite, explique Jhan-Carlo Espinoza, hydroclimatologue à l'Institut des géosciences de l'environnement (IGE) à Grenoble: «Ici, l'activité des feux atteint son pic en septembre, quand la saison sèche arrive à son terme, et où le stress hydrique est le plus fort. Ce mois-ci risque d'être encore plus intense.»

Nécessité de s'adapter

Il faudra donc attendre la saison des pluies, qui commence habituellement en octobre, pour que les milliers de feux s'estompent. Les précipitations salvatrices devraient néanmoins se faire désirer. Et pour cause: depuis octobre 2023, le bassin amazonien est en proie à une sécheresse historique. Cet été, les niveaux d'humidité sont passés en deçà des 10 %. *Suite page 4*

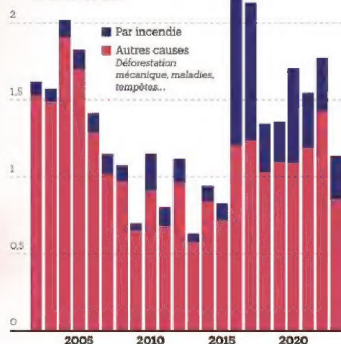




Dans le parc national de Jamanxim, à l'été 2020.
PHOTO TOMMASO PROTTO

Des dizaines de millions d'hectares de forêt amazonienne déjà perdues au Brésil

Surface perdue de forêt vierge tropicale humide au Brésil en millions d'hectares de 2002 à 2023



«On respire à peine, c'est suffocant»

Les incendies qui frappent massivement le Brésil causent crises d'asthme, pneumonies et sinusites. Le président Lula a annoncé mardi des mesures contre la sécheresse et un plan d'adaptation au réchauffement.

Des squelettes d'arbres calcinés en Amazonie, des champs de canne dévorés par les flammes dans la province de São Paulo: d'un bout à l'autre, le Brésil brûle. À São Paulo, le masque a fait son retour à cause de la fumée. Le taux de particules fines (PM_{2,5}) a atteint 69 microgrammes par mètre cube, soit près de 14 fois la limite recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Et,

au début de la semaine, la mégapole brésilienne de douze millions d'habitants figurait même en tête du classement quotidien des villes les plus polluées au monde, établi par la société suisse IQAir. «L'air est très sec, très pollué. On respire à peine, c'est suffocant», déplore Ieda Bandeira, une pâtissière de 76 ans.

Toxique. La chape de fumée qui écrase la mégapole provient en grande partie des incendies, au nord, et le Cerrado, cette riche savane qui couvre le quart du Brésil, au centre, à l'ouest, au nord et au nord-est. C'est dans ces deux écosystèmes vitaux pour l'avenir de la planète que se concentrent plus de 80 % des incendies. Mais il aura fallu attendre une saison des feux particulièrement intense en 2024, et l'arrivée du nuage toxique sur les métro-

poles du Sud-Est, comme São Paulo et Rio de Janeiro, pour sensibiliser l'opinion aux conséquences des incendies sur la santé: yeux qui piquent, gorge irritée et difficulté à respirer. Dans de nombreuses villes brésiliennes, les autorités sanitaires rapportent une forte augmentation des cas de personnes souffrant de problèmes respiratoires, crises d'asthme, pneumonies ou sinusites. À Porto Velho, la capitale du Rondônia, Etat d'Amazonie occidentale enfumé depuis maintenant plus d'un mois, les 460 000 habitants respirent un air vicié. L'un d'eux, Edimar Tozzo, témoigne: «Les services de soins débordent d'enfants et de personnes âgées qui suffoquent. Plusieurs avions ont dû faire demi-tour par manque de visibilité pour atterrir en ville. Depuis trente-trois ans que j'habite ici, je n'avais jamais vu ça.» Cette année, il fait plus chaud et il y a plus de fumée, se lamente en écho Sandra Gomes, qui vit dans le village de Paraitinho. Ce «petit paradis» en portugais, situé dans l'Etat d'Amazonas (nord), porte ces jours-ci bien mal son nom: l'une des filles de Sandra Gomes «a ressenti des douleurs dans la poitrine à cause de cette fumée», a-t-elle confié à l'AFP. Et la situation est encore plus aléatoire pour les communautés vivant en pleine forêt, au cœur même du brasier.

Tournant. La crise écologique et sanitaire vire même à la crise politique pour le président de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva, écologiste convaincu. Le nombre d'incendies est plus élevé qu'en 2019, quand éleveurs et agriculteurs d'Amazonie avaient embrasé la forêt en soutien au démantèlement de la gouvernance environnementale par son prédécesseur d'extrême droite, Jair Bolsonaro, critiquant des opposants. Lula n'avait-il pas promis un tournant après la politique de la terre brûlée pratiquée par celui qu'on surnommait «capitaine tronçonneuse»? «La gauche qui imputait les feux de forêt au gouvernement Bolsonaro met maintenant en cause le réchauffement du climat», raille ainsi un média bolsonariste.

Dans ce contexte de pression croissante, Lula da Silva a annoncé, mardi, un plan contre la sécheresse dans l'Amazonie brésilienne. À Manaus, capitale de l'Etat d'Amazonas, il a promis la création d'une «autorité climatiques» chargée de la gestion des «risques climatiques extrêmes», une promesse de campagne en 2023. «Nous devons nous concentrer sur l'adaptation [au changement climatique, ndr]», a-t-il exhorté. «Nous ne pouvons plus nier que les conséquences du réchauffement climatique nous atteignent déjà», dit aussi la ministre de l'Environnement, Marina Silva. Gênes aux entournures, l'écône de la préservation de la forêt tente de mettre en avant son bilan dans la lutte contre le défrichement, qui a effectivement reculé depuis un an. «C'est là une stratégie de prévention des incendies», plaide-t-elle.

Logiquement, le nombre des foyers aurait dû diminuer, avec la baisse du déboisement car jusqu'ici, on ne brûlait qu'à posteriori, une fois la végétation rasée. Mais, suggère la ministre, le modus operandi des défricheurs aurait changé car ils tenteraient de tromper la surveillance satellite de la couverture végétale sur laquelle se base la police pour les identifier. «Les contrevenants se sont aperçus qu'ils n'avaient plus besoin d'abattre les arbres pour grignoter davantage de terres», a précisé Marina Silva. Ils mettent donc le feu directement à la forêt, avec les arbres encore debout.»

CHANTAL RAYES

Correspondante à São Paulo



Un homme de la tribu Kanamari, à Vale do Javari en août 2021. PHOTO TOMMASO PROTTO

Suite de la page 2 sous les seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé, ce qui a eu pour effet d'assécher les sols et la végétation amazonienne. Dans les ports et les rivières, le débit d'eau est extrêmement bas, provoquant l'arrêt de certaines activités industrielles et freinant l'approvisionnement en eau de villages isolés. A l'origine de ce climat inédit, « il y a deux choses : les eaux exceptionnellement chaudes de l'océan Atlantique et l'un des cinq plus puissants phénomènes climatiques El Niño [une anomalie naturelle réchauffant la température de surface de la mer qui bouleverse périodiquement le régime des pluies et les courants marins, ndr], aggravé par le changement climatique. Cette combinaison provoque la sécheresse la plus intense et aussi la plus longue jamais connue en Amazonie », déroule Carlos Nobre, scientifique travaillant sur les conséquences climatiques et écologiques de la déforestation amazonienne depuis trente ans. S'ajoute à cela l'envolée du thermomètre mondial, les étés 2023 et 2024 ayant été les plus chauds jamais mesurés depuis l'ère préindustrielle. « Tout cela crée un paysage amazonien très inflammable. Il n'y a besoin que d'une étincelle pour que la forêt s'embrase », décrit la chercheuse Ane

Alencar. Sous pression, le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a annoncé mardi de nouvelles mesures pour combattre la sécheresse, évoquant la nécessité de s'adapter à ces événements extrêmes. Au Brésil, les régions les plus calcinées sont le nord de l'État de Rondônia, le sud de l'Amazonas et le sud-ouest du Pará, également les zones les plus meurtries par la déforestation. Et c'est bien cet aspect qui rend furieuse l'experte Luciana Gatti. L'Amazonie – ces 550 millions d'hectares abritant 10 % de la biodiversité mondiale – « meurt à petit feu à cause de l'agro-industrie », s'exaspère-t-elle, se disant déjà en « deuil ». « 97 % des feux sont causés par la main humaine. La forêt amazonienne est trop humide pour qu'un brasier démarre de lui-même », acquiesce Carlos Nobre.

«Factions criminelles»

Dans le pays, le défrichement par les flammes est monnaie courante. Éleveurs de bétail, agriculteurs et orpailleurs brûlent, parfois illégalement, des espaces forestiers inestimables pour étendre leur zone de pâturage, leur culture de soja ou creuser une mine d'or. Une « coutume locale », menée sous l'œil bienveillant de certains gouvernements, à l'instar de celui de l'ancien prési-

dent d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022) et dénoncée depuis des décennies par les associations environnementales et la communauté scientifique pour ses effets dramatiques sur le paradis tropical sauvage. Si la situation s'est un peu améliorée depuis l'arrivée du travailliste Lula, la déforestation a repris de plus belle ces derniers mois. Selon les interlocuteurs de Libération, « des factions criminelles », soutiens de Bolsonaro et pro-déforestation, en seraient à l'origine.

À l'heure actuelle, 17 % de la surface de la jungle amazonienne est déforestée, et 38 % fortement dégradée, selon une étude publiée dans la revue scientifique *Nature* début février. « Le sud-est de l'Amazonie a été complètement transformé. Ce sont des champs de soja avec des bouts de forêt au milieu », relate Luciana Gatti, en présentant les conclusions d'un de ses prochains travaux à paraître. Le côté ouest, qui était jusque-là encore un très important puits de carbone, contrairement au sud-est, ne l'est plus après le passage de Bolsonaro. Il a permis et a encouragé la déforestation dans la zone la plus protégée de l'Amazonie. Ces endroits sont désormais des sources d'émissions de CO₂. » Ainsi, le défrichement illégal, additionné à la surchauffe du globe, pousse le refuge du jaguar, du primate saké et de ses dauphins roses « vers un dangereux point de non-retour. Particulièrement dans le sud de l'Amazonie, de l'océan Atlantique jusqu'à la forêt amazonienne en Bolivie », s'émue Carlos Nobre. La préoccupation est grande chez les chercheurs. « Ce qu'évaluent prédisent les scientifiques pour la prochaine décennie a déjà lieu, » s'inquiète Ane Alencar. Aujourd'hui, le climat, de plus en plus imprévisible, est devenu un allié de la destruction de l'Amazonie. Pendant 65 millions d'années, la forêt amazonienne est restée relativement résiliente à la variabilité climatique. Mais d'ici quelques décennies, si rien n'est fait pour enrayer la déforestation et l'augmentation des émissions, une partie de cette résistance pourrait céder. Au

commencement de ma carrière, en 1990, on a établi le début de la disparition de la forêt au moment où les saisons sèches dureraient six mois ou plus [elles s'étalent actuellement de mai à septembre, ndr], rapporte Carlos Nobre. Avec six mois de saison sèche, il n'existe aucun moyen de maintenir en vie une forêt tropicale. On parlera alors de savane tropicale. Aujourd'hui, la saison sèche est quatre à cinq semaines plus longue qu'au cours des quarante dernières années. Nous sommes donc très proches. » Les auteurs de la récente étude parue dans *Nature* estiment, eux, le point de bascule au bout de huit mois de sécheresse. D'autres limites ne doivent pas être franchies dans l'espoir de préserver l'Amazonie : il ne faut pas excéder 20-25 % de déforestation et contenir le réchauffement planétaire sous la barre de 1,5 °C.

Machine à nuages

Les dépasser enclencherait de profonds bouleversements du climat latino-américain, mais aussi mondial, l'Amazonie faisant « partie de l'équilibre climatique », rappelle Luciana Gatti. De fait, 34 millions d'habitants de la zone, et plus largement la terre entière, dépendent des « pouvoirs naturels » de cette forêt tropicale. Car celle-ci, en plus d'envoyer une quantité considérable d'eau douce dans l'océan, est aussi une véritable machine à fabriquer des nuages. En transpirant, les feuilles des millions d'espèces d'arbres composant la forêt envoient 20 % d'humidité dans l'atmosphère. Cette humidité atmosphérique – ou « rivières volantes » – est ensuite transportée grâce aux vents sur tout le continent d'Amérique du Sud et au-delà. Elle joue le rôle « de climatiseur de la planète d'une certaine manière », illustre Ane Alencar.

Mais déjà, le visage luxuriant de l'Amazonie change profondément. Des sous-bois densés et humides, il ne reste à certains endroits que des espaces clairsemés aux sols appauvris. Dans les coins encore préservés, les écosystèmes ont évolué, la végétation se modifiant au profit de plantes qui poussent par temps chaud et sec. Dans le Sud, « 5 à 6 % du paysage se sont déjà transformés en canopées ouvertes dégradées en raison de la déforestation et des incendies », soulignent les auteurs de l'étude dans *Nature*. Pour contrebalancer ces effets cascades, les scientifiques préconisent le zéro déforestation, « l'une des premières causes » de l'effondrement de ce biome terrestre et le « plus réalisable », ainsi que la réduction des gaz à effet de serre. C'est en ce sens qu'une alliance s'est nouée en 2023 lors d'un sommet sur l'Amazonie, réunissant les pays sud-américains à Belém, même si aucun objectif commun n'a été signé. « On doit mettre la pression sur la communauté internationale. Le Brésil produit du bœuf et du soja pour le monde entier, presse Luciana Gatti. Il faut organiser un boycott, appuyer sur l'économie, là où ça fait mal, pour que tout cela s'arrête. Notre survie dépend de la bonne santé de cette forêt tropicale. » Entre les lignes, la scientifique lance un message : l'Amazonie brûle, ne regardons pas ailleurs. ■

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

L'urgence

Ce n'est plus un sujet d'inquiétude. C'est beaucoup plus que cela. Presque un sujet de survie tant le moment de bascule pour le rôle de régulateur que joue l'Amazonie pour la planète entière approche. Il est là en réalité. Tout le monde le sait depuis des dizaines d'années, mais l'été qui vient de s'écouler le rappelle dramatiquement. Si dramatiquement que citer la phrase de Jacques Chirac prononcée en septembre 2002, « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs », paraît soudain dénué de sens, un cliché qu'il est presque contre-productif d'utiliser pour faire comprendre l'urgence absolue qu'il y a à sauver l'Amazonie. Car, vingt-deux ans après, que dit cette phrase célèbre, sinon notre inconscience à laisser ce poumon grand comme deux fois l'Inde mourir à petits feux, si l'on ose dire, condamné par l'inférieur cocktail du réchauffement climatique et de la déforestation ? Petits feux, on n'aurait pas dû oser dire, car les Brésiliens, mais aussi leurs voisins dans huit autres pays, sont en ce moment, au sens propre, asphyxiés par les fumées générées par des milliers et des milliers de foyers d'incendies dévastateurs pour la forêt amazonienne, presque 40 000 rien qu'en août. Selon des images satellites, 60 % du territoire brésilien serait enfumé. Faut-il encore insister sur l'impact – et donc le coût – sur la santé humaine ? Ou sur le désastre écologique dans un territoire qui concentre 10 % de la biodiversité mondiale ? Et si la bascule approche, c'est parce que la saison des pluies se fait de plus en plus attendre. Les scientifiques expliquent que, pendant des millions d'années, la forêt amazonienne a pu continuer de jouer son rôle de poumon planétaire, mais qu'à cause du dérèglement climatique, qu'accroît la déforestation, ce ne sera plus le cas dans quelques années. Certes, la déforestation a diminué de moitié en 2023 par rapport à 2022. Il serait donc faux de dire que rien n'est fait. Il est en revanche indiscutable qu'il faut faire beaucoup plus, très, très vite. ■

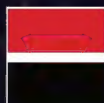
VIGILANCE SUR LA VIANDE ET LE CUIR

Le brasier qui consume l'Amazonie n'est pas une fatalité. Il est possible d'aider à sa préservation. On peut « manger moins de viande », signale Boris Patenotre, directeur de l'ONG Mighty Earth. Et arrêter d'acheter de la viande industrielle dépendante du soja. Le Brésil exporte beaucoup de soja pour l'alimentation des volailles ou des vaches laitières. Autre geste : « Vérifier l'origine des produits en cuir », car les éleveurs de bovins brûlent des hectares pour étendre leur zone de pâturage. Industriels et gouvernements ont aussi un rôle à jouer. Carrefour, bien implanté dans le pays, « a fait des efforts sur son approvisionnement depuis ses fermes d'élevage des animaux. Mais il reste à faire sur les fermes où on défriche pour installer de jeunes bovins ». La France « doit actualiser sa stratégie nationale de 2019 contre la déforestation importée ». La nouvelle législation européenne qui doit être appliquée le 1^{er} janvier 2025, suscite une lueur d'espoir chez Eric Moranval, de Greenpeace. Celle-ci interdira la vente de marchandises issues de terres déboisées en Europe. Mais son avenir est incertain. « L'UE ne doit pas lâcher », plaide l'activiste.

**Notée en moyenne 4,7/5
par 359 000 utilisateurs,
voilà une appli qui
fait grandir vos idées.**

Téléchargez l'Appli SG
sur l'App Store (4,7*)
et sur Google Play (4,3*).

SG



*Notes relevées sur App Store et Google Play le 18/07/2024. L'accès aux fonctionnalités de l'Appli nécessite la souscription de l'abonnement à des services de banque à distance. (Internet, téléphone fixe, SMS, etc.). Gratuit hors coûts de connexion facturés par votre fournisseur d'accès à Internet. L'Appli SG est téléchargeable gratuitement sur Google Play et l'App Store. App Store est une marque déposée d'Apple Inc. Google Play est une marque déposée de Google Inc. Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Et Taylor Swift entra en scène

En annonçant son soutien à Kamala Harris, la chanteuse a énuméré les sujets qui lui tiennent à cœur et défendus par le ticket démocrate, tout en invitant ses très nombreux fans à s'informer, faire leur propre choix, et s'inscrire pour aller voter.



Taylor Swift en concert à Paris le 9 mai. PHOTO JULIEN DE ROSA, AFP

Par
ELISE VINIACOURT

Et ainsi, «Tay-Tay» a parlé. Depuis le lancement de la campagne présidentielle américaine, le suspense planait autour de Taylor Swift. Pas tant sur le choix de vote de la superstar de la pop, qui s'est déjà exprimée à plusieurs reprises en faveur de candidats démocrates par le passé. Mais sur le moment qu'elle choisirait pour dévoiler officiellement sa préférence. Mercredi, la trentenaire adepte de justaucorps à paillettes a dévoilé son choix : elle gisse bien dans l'urne un bulletin Kamala Harris.

L'annonce a retenti avec un timing parfait : la fin du premier débat télévisé opposant la vice-présidente Joe Biden à Donald Trump. Alors que les micros refroidissaient encore, l'interprète de *Shake It Off* est allée de son post Instagram. Trois paragraphes prudents, aux virgules soupesées et aux écrasants 8 millions de likes (mercredi après-midi). «Je vote pour Kamala Harris parce qu'elle se bat pour les droits et les causes qui, selon moi, ont besoin d'une guerrière pour les défendre, justifie-t-elle. Je pense qu'elle est une dirigeante stable et douée et je crois que nous pouvons accomplir beaucoup plus dans ce pays si nous sommes dirigés par le calme et non par le chaos.» A coup sûr, du côté des équipes de la campagne démocrate, les coupes de champagne ont dû s'entrechoquer. Depuis des mois, et plus que pour n'importe quel autre artiste, l'attention des deux camps politiques est portée sur la chanteuse aux plus de 280 millions d'abonnés. Entre sa tournée XXL «The Eras Tour», qui a engrangé plus d'un milliard de dollars de recettes, et ses 100 millions d'auditeurs mensuels sur Spotify, certains analystes prédisent que Taylor Swift et sa communauté de jeunes «Swifties» pourraient influencer le cours des élections. Un impact difficile à quantifier, mais que Donald Trump lui-même a parfois tenté de contrer. En trichant légèrement.

«VIEILLE FILLE À CHAT»

Au cours du mois d'août, l'ex-président a relayé sur sa plateforme Truth Social de fausses images de la chanteuse laissant croire qu'elle soutenait sa candidature. L'ultraconservateur à la fake news facile se serait-il tiré une balle dans le pied ? Sur Instagram, Taylor Swift précise désormais avoir rendu son vote public après avoir vu ses craintes «concernant l'IA et les dangers de la diffusion de fausses informations» confirmées par ces publications. «Le moyen le plus simple de lutter contre la désinformation est de dire la vérité», estime-t-elle. Suffisant pour faire boudier Trump : «Je n'étais pas un fan de Taylor Swift [...] Elle semble toujours soutenir un démocrate, et elle en paiera probablement le prix sur le marché» des ventes musicales, a-t-il réagi mercredi. A mi-chemin entre la menace et les larmoiements.

Si les mensonges du milliardaire à cravate rouge ont poussé Taylor Swift à parler, ils ne l'ont cependant pas franchement amenée à attaquer frontalement les trumpistes. Dans son communiqué, accompagné d'une photo d'elle et de son matou «Benjamin Button», la chanteuse au rouge à lèvres clinquant ne se révèle piquante qu'à un seul passage. Sa signa-

ture : «vieille fille à chat». Le pied de nez ici fait référence à une déclaration misogyne du colistier du candidat républicain, J.D. Vance, visant les femmes sans enfant. Un petit tacle suffisant pour amener le milliardaire Elon Musk à dégaîner un tweet aussi sexiste que ridicule : «Très bien Taylor... tu as gagné... Je te ferai un enfant et je protégerai tes chats au péril de ma vie», écrit le grand patron sur son réseau social X (ex-Twitter).

Surtout, à aucun moment dans sa publication, l'idole n'appelle ses fans à opter pour le même bulletin de vote qu'elle. L'artiste se contente plutôt d'inciter ses admirateurs à aller voter. «C'est à vous de faire vos recherches et c'est à vous de faire votre choix.» Un message innocent et parfaitement neutre ?

ANALYSE

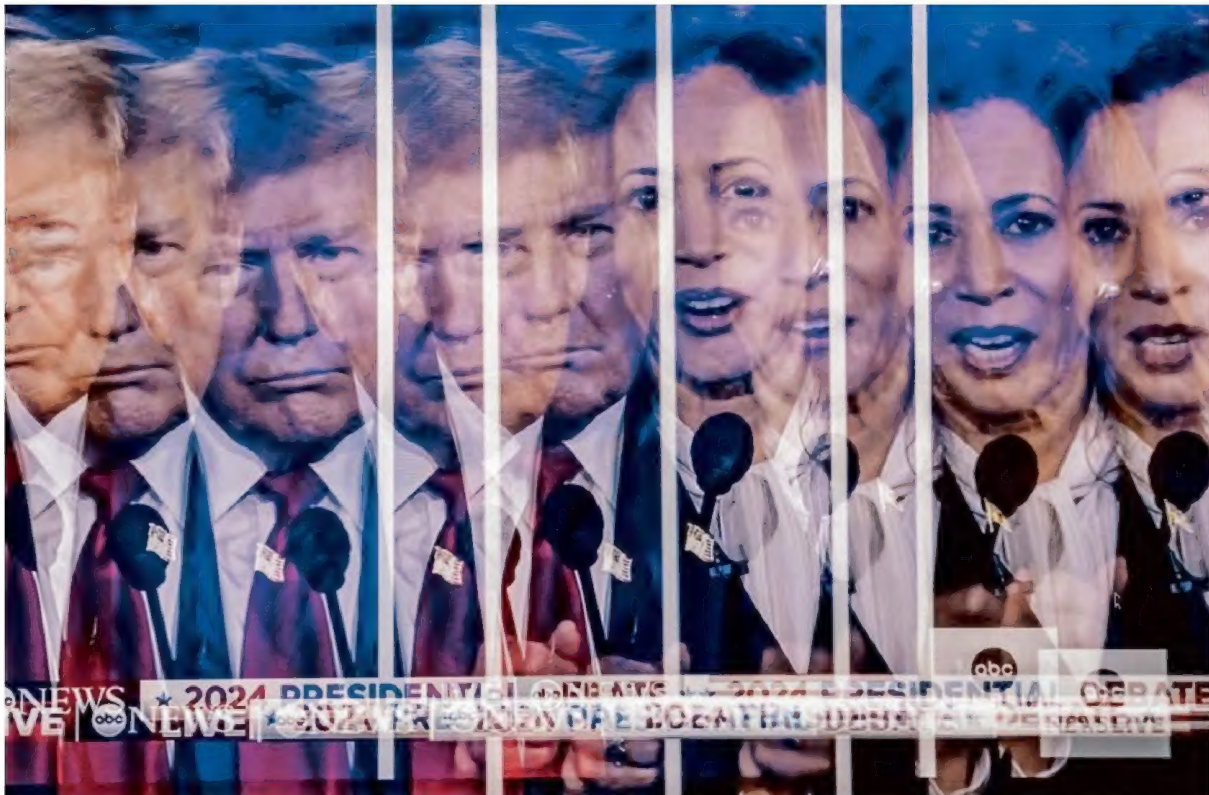
Pas si sûr. En 2023, à la suite d'un appel similaire de la trentenaire, le site vote.org enregistrait plus de 35 000 nouvelles inscriptions en vingt-quatre heures, soit un bond de 23 % par rapport à la même journée un an plus tôt.

CHANGEMENT D'IMAGE

Un raz de marée qui pourrait tout à fait bénéficier à Kamala Harris s'il se reproduit. En déplaçant les foules, la vedette pourrait en effet amener aux urnes un jeune électoral abstentionniste que les démocrates peinent à faire voter. Tout en renforçant l'engagement dans la campagne de ses «Swifties» déjà convaincus. En août, avant même que la star ne s'exprime, certains d'entre eux parvenaient ainsi à récolter près de 140 000 dollars en faveur de Kamala Harris, rapporte le *Guardian*. En dépit de ses propos ultralissés, la musicienne se retrouve ainsi projetée sur le devant de la scène politique. Elle qui l'a pourtant fuie pendant des années en gardant son bulletin de vote secret. Entre ses débuts en santiags dans la country, ses chansons d'amour et son image de petite fille de l'Amérique, il était en effet difficile pour l'artiste de s'exprimer... sans froisser une partie plus conservatrice de ses fans. Ainsi, en 2016, lors du duel Trump-Clinton, Tay-Tay évitait soigneusement le sujet. Ce n'est qu'en 2018, alors qu'elle versait depuis plusieurs années dans une pop (un petit peu) moins sage, qu'elle a levé le voile en apportant son soutien aux démocrates lors des élections sénatoriales du Tennessee. Et derechef, en 2020, où elle s'est prononcée en faveur de Joe Biden.

Ce qui l'a motivée alors à s'engager ? La décision de la Cour suprême améri-

Taylor Swift précise avoir rendu son vote public après avoir vu ses craintes «concernant l'IA et les dangers de la diffusion de fausses informations» confirmées par les publications mensongères de Donald Trump.



Le débat, qui se tenait à Philadelphie, en Pennsylvanie, était animé et diffusé par la chaîne ABC News, que Donald Trump a accusée de partialité.

caïne, à majorité conservatrice, d'abroger l'arrêt Roe vs Wade et d'annuler ainsi la garantie du droit à l'avortement au niveau fédéral. Ainsi que la défense des droits LGBT +, qu'elle aborde dans certaines de ses chansons. Des motifs que Taylor Swift a mis mercredi de nouveau en avant, en saluant le choix du colistier de Kamala Harris : Tim Walz, l'un des premiers partisans du mariage homosexuel et défenseur de la fécondation in vitro. Ce dernier, d'ailleurs, n'a pas tardé à remercier la musicienne sur MSNBC : « Je suis extrêmement reconnaissant envers Taylor Swift. C'est le type d'acte courageux dont les États-Unis ont besoin. » De quoi donner des aîres de superwoman à l'ancienne « petite fille de l'Amérique » au cœur fragile. ♦

LIBÉ.FR

Retrouvez le récit du débat Trump-Harris ainsi que le décryptage de ses six moments marquants. Et aussi tous les reportages, analyses, directs et le journal de campagne... Vous pouvez également vous abonner à notre newsletter hebdomadaire « Libé America » pour suivre le déroulé de la campagne.

Donald Trump sort mauvais perdant du débat

Acculé par Kamala Harris lors de leur affrontement télévisé, le candidat républicain a accusé la chaîne ABC de partialité, affirmant que sa licence devrait lui être retirée.

Le débat présidentiel pour l'élection du 5 novembre n'était pas encore terminé, mardi à Philadelphie (Pennsylvanie), que l'équipe de campagne de Donald Trump publiait déjà un communiqué triomphant pour revendiquer la « victoire » et célébrer la « performance magistrales » de son champion. Sur la défensive, tour à tour hagard et colérique, bousculé sans relâche par une Kamala Harris qui le renvoyait sans cesse à ses errements, à ses mensonges et à ses affaires judiciaires, le candidat républicain avait pourtant passé un sale moment.

« Trois contre un ». Pour les médias américains, pas de doute : le rendez-vous a tourné à l'avantage de la vice-présidente des États-Unis, qui se savait attendue, elle qui n'avait jamais participé à pareille confrontation. 63 % des spectateurs ont considéré qu'elle avait réalisé

une meilleure performance, selon un sondage réalisé par CNN à l'issue du débat. Donald Trump, lui, campe sur ses positions : il a gagné, et s'il n'a pas totalement gagné, c'est parce que les conditions lui étaient défavorables. « Je pense que c'était le meilleur débat de ma vie, d'autant plus que c'était à trois contre un », assure-t-il sur son réseau Truth Social. Une façon de mettre en cause Lindsey Davis et David Muir, les deux journalistes stars de la chaîne ABC chargés d'animer le duel. Donald Trump leur reproche d'avoir pris parti pour son adversaire, moins contredit sur le fond que lui. De fait, les journalistes ont repris le milliardaire sur plusieurs de ses erreurs factuelles – comme lorsqu'il a expliqué que des migrants haïtiens mangeaient les animaux de compagnie des habitants de Springfield, petite ville de l'Ohio, ou que les démocrates soutenaient « l'avortement après la naissance ». « C'était une affaire truquée, comme je l'avais anticipé, quand on regarde la manière dont ils contestaient tout avec moi et pas avec elles », a insisté l'intéressé, mercredi. Il s'est ensuite fait menaçant : « Il faudrait leur retirer leur licence pour la façon dont ils ont agi. » Pour le moment, les sondages ne permettent pas de dire si le débat a significativement modifié le rapport de force, à deux mois d'un scrutin

annoncé comme extrêmement serré. Il ne faut a priori pas s'attendre à des bouleversements majeurs, selon les experts, car la base des deux candidats est déjà consolidée, mais la performance de Kamala Harris pourrait lui attirer la préférence des électeurs indécis ou des républicains déçus par Donald Trump, qui pourraient faire basculer le vote dans les « swing states », qui détermineront l'identité du vainqueur.

Attentats. Reste désormais à savoir si les deux adversaires, qui se sont retrouvés dès mercredi à New York pour les commémorations des attentats du 11 septembre 2001, s'affronteront d'ici au 5 novembre dans un autre débat télévisé. L'équipe de campagne de Kamala Harris en a fait la proposition dès mardi soir, évoquant un rendez-vous au mois d'octobre. Mais Donald Trump semble moins enthousiaste. Après avoir assuré qu'il « réfléchirait » à l'invitation de son adversaire, l'ancien président a admis qu'il était désormais « moins enclin » à débattre et a déclaré : « Ils ont perdu très sévèrement et la première chose qu'ils ont faite est de demander un débat. Ils espèrent toujours une revanche. »

SAMUEL RAVIER-REGNAT
Photo DENIS ALLARD

Par
VICTOR BOITEAU

Le député Les Républicains (LR) Hubert Brigand aime répéter que sa circonscription est «la plus grande de France». Un coin rural de la Côte-d'Or, 342 communes et autant de kermesses, comices et marchés à honorer en période de campagne électorale. L'élu de 72 ans s'y est méthodiquement attelé en juin, pour conserver le siège décroché en 2022. A ses côtés, une équipe de jeunes militants dévoués, vêtus de tee-shirts blancs, collait des affiches et distribuait des tracts. Lorsque Laurent Wauquiez le rencontre début juillet, le patron de la droite s'enquiert : «C'est toi, le gang des tee-shirts blancs ?» Hubert Brigand n'est pas le député le plus médiatique du groupe, ni le plus écouté. L'attention du chef fait son petit effet. «C'est un meneur d'hommes, l'encense le Bourguignon. Le vin se bonifie avec le temps, lui aussi.» Longtemps haï au sein de son propre camp, Wauquiez serait aujourd'hui un homme neuf, métamorphosé. Du moins, c'est ce que répètent en boucle ses troupes... Vingt ans après sa première élection au Palais-Bourbon, le député de la Haute-Loire, qui a mis la main sur le groupe parlementaire rebaptisé la «Droite républicaine», «fait un sans-faute», vante Michel Herbillon, député du Val-de-Marne depuis 1997. Sur Instagram, au cœur de l'été, Wauquiez a posté une photo de lui sur les bancs de l'hémicycle. «Clin d'œil avant les vacances sur ce retour à l'Assemblée. Vingt ans après, même décor mais moi j'ai un peu changé», écrit-il en légende. Parle-t-il seulement de ses cheveux blanchis ? Ou de son caractère et de sa méthode ? «J'ai changé parce que les épreuves de la vie m'ont changé [...]. J'ai changé parce que le pouvoir m'a changé», déclarait en 2007 un autre ambitieux, Nicolas Sarkozy, quelques mois avant d'être élu à l'Élysée. A droite, la fable du loup devenu agneau est un classique. Et Wauquiez, 49 ans, est un spécialiste du genre.

«ÉCHAFAUDER DES MAJORITÉS CONTRE-NATURE»

Depuis 2019 et la rouste aux européennes du parti qu'il présidait, l'homme hibernait. Une traversée du désert mise en scène depuis sa région d'Auvergne-Rhône-Alpes, son laboratoire politique. Présidentielle de 2022, présidence de LR, législatives : les échecs passent, mais l'ancien ministre reste à l'ombre. Entre 2022 et 2024, «l'Assemblée, il s'en foutait», rapporte un cadre du parti. «Il a hésité à revenir dans le jeu parlementaire. C'est pourtant là que tout se passe.» Le dimanche 7 juillet, il est élu avec 61,61 % des voix, face au Rassemblement national, dans la première circonscription de la Haute-Loire, ancrée à droite depuis la Libération. Le soir même, il dénonce la «tentation des tractations, des combinaisons, pour échauffer des majorités contre-nature». Et fixe une ligne, seul : «Pour nous, il n'y aura ni coalition ni compromission.»

Chez les sortants de LR, ébouillantés par une campagne improvisée à l'issue de laquelle le parti a perdu de nouvelles plumes, parfois réélus à la faveur du désistement d'un macroniste, la sentence du revenant Wauquiez est salée. «Il a fait fuir des gens volontairement, par ses positions raides», déplore un député de la maison, citant l'ex-maire de Caen Joël Bruneau ou Constance de Pélichy, qui ont choisi de siéger dans le petit groupe indépendant Liot. Au septième étage du bâtiment Chaban-Delmas, à deux pas du Palais-Bourbon, ils sont 17, le 10 juillet, à s'interroger : faut-il créer un groupe dissident pour échapper aux oukases de Wauquiez ? Alors, dans ces chaudes journées d'été, l'intéressé s'active en coulisses. Galopant dans la



Bruno Retailleau, Laurent Wauquiez et Annie Genevard, le 23 août à l'Élysée lors des consultations des dirigeants des partis par le

Laurent Wauquiez, un ambitieux en quête de renaissance

Le président des députés LR, réunis jusqu'à vendredi en Savoie, veut se présenter en homme neuf. Lui qui a longtemps refusé toute «compromission» avec les macronistes s'affiche désormais plus ouvert. Jusqu'à entrer au gouvernement ?



Président. PHOTO S. DUBROMEL, HAN'S LUCA'S

d'apaisement, d'unité, de nouvelle dynamique», reconnaît Herbillon. «Par rapport à l'image qu'on avait de lui médiatiquement, il y a un vrai écart, se réjouit aussi Thibault Bazin. Il a un côté force tranquille, presque familial, comme du compagnonnage.»

Dans la nuit du 19 au 20 juillet, alors que les députés votent pour se répartir les sièges du bureau de l'Assemblée, les troupes LR tiennent le coup, contrairement aux macronistes, partis dormir. Dans un couloir, Wauquiez réunit son groupe autour de quelques bouteilles et de charcuterie. «Il a besoin de faire de la gestion humaine, assure un ancien du groupe. La présidence du groupe, c'est un truc à emmerdes, une malédiction.» Le nouveau patron s'attelle aussi à rajouter la direction. «Je connais mes défauts, mes travers. Il faut que je fasse monter des talents», dit-il en juillet à un député. S'il garde l'expérimenté Patrick Hetzel, il promeut les trentenaires Antoine Vermorel-Marques, Ian Boucard et Justine Gruet aux postes de vice-président. Les salariés du groupe, eux, craignent d'être remerciés. «Il n'a pas fait de plan social», note pourtant un collaborateur parlementaire. L'inamovible secrétaire générale Sylvie Gir, une chiraquienne qui a connu le RPR, l'UMP, LR et maintenant DR est toujours en poste. Un député d'Auvergne-Rhône-Alpes résume son positionnement : «Avec Wauquiez, il faut être loyal sans être trop proche de lui.»

«ON NE CHANGE JAMAIS LES RAYURES DU TIGRE»

Ceux qui connaissent leur petit Wauquiez illustré se demandent où est passé l'homme solitaire, essayant les procès en «autoritarisme», dépeint en «cynique» adepte du parler-faux. Tous se souviennent de ses propos tenus devant des étudiants d'une école de commerce à Lyon, en février 2018, à qui il demandait de ne pas enregistrer, sous peine de délivrer du «bullshit [qu'il] peut-il sortir sur un plateau médiatique». Son image d'homme sincère lui colle toujours aux semelles, veut croire un ancien député LR : «On ne change jamais les rayures du tigre. Comment pouvez-vous changer votre nature profonde ? Le quidagénère fait pourtant des efforts. Sincères ? La veille de sa rentrée politique au mont Mézenc, fin août, il convie une trentaine de personnes chez lui pour un cocktail. Son épouse, Charlotte, «sans laquelle [il n'est] rien», dira-t-il le lendemain devant ses soutiens, arrive dans la soirée, fidèle depuis leur rencontre, à 16 ans. Des députées battues en juin, comme Nathalie Serre ou Emmanuelle Anthoine, trinquent elles aussi. Ou, plus surprenant, son ex-rivale à la présidence du parti en 2017, Florence Portelli, à l'époque reine des piques anti-Wauquiez. «C'était authentique, naturel, pas fabriqué», jure Herbillon. Un autre convive : «Il joue plus collectif. Il a appris à s'intéresser aux gens.»

Ses détracteurs assurent, eux, que ses calculs intéressés ne sont jamais loin. Coincé dans un jeu délicat entre opposition et collaboration avec l'exécutif, Wauquiez a opéré un «virage à 180 degrés», dit une députée du groupe, depuis la nomination de Michel Barnier à Matignon. Au Mézenc, il rappelait ses «lignes rouges» : «Nous défendrons nos idées et nous voterons les lois qui iront dans le bon sens.» Hors de question en revanche de participer à une coalition... À l'Elysée, Emmanuel Macron l'a sondé dans le cadre de ses consultations. Peut-il lui faire confiance ? Travailler avec la droite ? Voilà sept ans que le chef de l'Etat tourne autour d'elle, débouchant ici ou là une de ses figures... «Le garçon est sensible, mais c'est un partenaire fiable, glisse Renaud Muselier, patron de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un vieux loup de la droite passé chez Renaissance. Il est dur, mais quand c'est topé, c'est dealé.»

«Il n'a pas compris qu'on pouvait avoir Matignon. [...] Et l'idée que la droite puisse être au pouvoir sans lui, c'est cauchemardesque.»

Un cadre LR

Pour l'heure, Wauquiez attend de voir la feuille de route du gouvernement. Chez LR, plusieurs interlocuteurs certifient qu'il s'active pour obtenir un maroquin... «Il a changé d'avis, parce que Sarkozy lui a mis la pression en lui disant que Bertrand ou Barnier serait à Matignon, remâche un ancien député LR. Il s'est retrouvé dos au mur. Sa pirouette est liée à des calculs personnels. Il a toujours été comme ça, à savoir s'adapter aux circonstances.» Un cadre LR enfonce : «Il n'a pas compris qu'on pouvait avoir Matignon. Depuis, c'est : "Les événements nous échappent, feignons d'en être les organisateurs !" Et l'idée que la droite puisse être au pouvoir sans lui, c'est cauchemardesque.» «Les amis de Barnier ne sont pas ses amis», s'amuse un conseiller parlementaire, prédisant un mauvais coup de Wauquiez s'il entrait au gouvernement. «Soit il monte sur le bateau et prend la lumière, ajoute le cadre LR. Soit il plante le truc plus vite.»

Début août, la chambre régionale des comptes a épinglé sa stratégie de communication à la région, trop coûteuse et centrée sur lui-même.

Comme ce dîner à 1248 euros avec l'écrivain Michel Houellebecq... Des «sommes excessives», a-t-il confessé, prêt à rembourser. L'homme n'en est pas à son premier revirement, éthique, stratégique ou idéologique. Biberonné à la culture démocrate-chrétienne héritée de son mentor Jacques Barrot, Wauquiez a tourné casaque en embrassant, à l'époque de Sarkozy, les positions de l'extrême droite. Sous l'œil intéressé, à l'époque, de Patrick Buisson, l'homme, disparu en décembre, qui voulait «faire gagner Maurras». Quand il refait surface au printemps de la même année, avec une longue interview au Point, Wauquiez attaque sans retenue un prétendu «Etat profond», le Conseil constitutionnel, les autorités indépendantes, etc. «On pouvait se demander s'il n'était pas sur la ligne Clottier», se souvient un ancien député LR, une allusion au chef du parti allié à Marine Le Pen.

L'ART DE SE CRÉER DES INIMITIÉS

Embrasser-t-il un autre positionnement en vue de 2027 ? Au Mézenc, il a enfourché son dada des classes moyennes, parlé de «travail», de «méritocratie». Dans la course à l'Elysée, il sait qu'il ne sera pas seul. Il voit déjà Edouard Philippe se préparer. La cinquantaine approchant, Wauquiez n'a pas perdu l'art de se créer des inimitiés. Le maire de Cannes, David Lisnard, l'a étrillé ce week-end dans le JDD, accusant «ceux qui pensent davantage à 2027 qu'au pays», de lui avoir barré la route pour Matignon. Pour une figure de la droite, son pari est limpide : les «centres» et le «chaos», soit un échec de Macron pour mieux se positionner en 2027. «Le drame de sa génération, persifle le même, c'est qu'ils sont pressés.»

Chaque mardi, la newsletter de «Libération» passe au crible l'extrême droite, du RN aux groupuscules violents



Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



En Seine-et-Marne, un immense institut catholique bâti avec un déluge d'aides publiques

ENQUÊTE

Le département et la région ont versé plus de 3 millions d'euros pour la construction du complexe Saint-Colomban à Serris, comportant une église et un établissement privé sous contrat. Un financement sur lequel la justice se penchera lundi.

Par **MARIE PIQUEMAL** Photo **CHA GONZALEZ**

On se croirait dans un décor de cinéma. Les portes cochères de différentes tailles qui ressemblent à celles que l'on pousse dans les rues de Paris, les trottoirs pavés, les cheminées sur les toits des immeubles... Tout juste manque-t-il les antennes hertziennes du temps d'avant. Le maire de Serris (Seine-et-Marne) très affairé, sous-titre : «*Normal, vous êtes dans le quartier Faubourg, on a cherché à recréer l'ambiance du XI^e arrondissement parisien. Plus loin, c'est le style british avec des maisons comme à Londres.*» La ville de Philippe Descrouet (UDI) est près de Disneyland, en pleine expansion depuis dix ans. C'est comme s'il créait de nouvelles rues au Monopoly. «*Nous avons les quatre rues les plus chères de Seine-et-Marne, à 6500 euros le mètre carré. Et nous ne sommes qu'à la moitié du développement. Tout est planifié.*» Les devantures des futurs commerces sont recouvertes

de stickers géants. Du pata negra en image de synthèse sur la future boucherie, des maasdam pour la fromagerie... En face ? Le parvis de l'église, pardi. Bon, pour l'instant, c'est encore un terrain boueux. Mais la maquette donne le tourmis : un clocher de 30 mètres de haut et des bancs pour 900 fidèles. «*Il y a un réel besoin sur le territoire*», commente le maire.

Cette église sera au cœur de la pimpante institution Saint-Colomban :

un groupe scolaire privé, prévu pour accueillir 1500 enfants de l'école au lycée. Là aussi, l'architecture envoie du steak : de grandes ouvertures, des murs de briques avec sous-pentes mansardées, et une statue dans un angle (la Vierge ou le moine irlandais Saint-Colomban, ce n'est pas tranché). Le maire, encore : «*Il y a une demande et, vu la croissance démographique, ça évitera de construire un deuxième collège public.*» À l'écouter, c'est tout bénéfice pour les finances publiques. Sa mu-

nicipalité n'a pas mis un kopeck dans le projet, assure-t-il. Il oublie la mise à disposition pendant quarante-vingt-dix-neuf ans pour un prix modique du terrain où est bâti l'établissement. Et les subventions publiques colossales, versées par le département et la région pour financer ce projet : plus de 3 millions d'euros. Alors que les pouvoirs publics ne doivent pas, en principe, financer la création de nouveaux établissements privés, et encore moins les lieux de culte. Le droit est clair, sur le papier du moins. Mais cette histoire seine-et-marnaise illustre à merveille l'interprétation élastique du principe de séparation entre l'Eglise et l'Etat. Et l'opacité qui entoure le financement de l'enseignement privé aujourd'hui.

Retour à l'automne 2022. Par une belle journée d'octobre, l'évêque de Meaux, Jean-Yves Nahmias, foule un champ d'herbe sèche avec des fidèles en procession pour bénir le terrain de 26 000 mètres carrés. «*Ensemble, soyons des bâtisseurs*», lit-on sur les plaquettes. Côté communication, le diocèse de Meaux a mis le paquet. Un site internet spécial a été lancé, «*Les racines vers le ciel*», avec de belles photos 3D

et toutes les modalités pour déduire les dons. Dans le lot, on trouve la très chic fondation du lycée Stanislas. Elle a signé deux chèques de 60 000 euros en 2017 et 2018, selon les rapports d'activité. Jean-Baptiste de Maigret, responsable mécénat du projet Saint-Colomban, dit avoir notamment récolté 1 million d'euros via la Fondation Saint-Etienne, présidée par l'évêque de Meaux et permettant de déduire ses dons de l'impôt sur la fortune immobilière. «*L'établissement scolaire représente un budget de 30 millions d'euros. Mon travail, c'est de chercher des partenaires. Des fondations, des promesses de legs. Je m'adresse aussi aux institutions. La loi nous autorise à aller chercher des subventions publiques, donc on y va.*»

«Très privilégiée»

L'accueil a visiblement été chaleureux au conseil départemental de Seine-et-Marne. Présidé par le LR Jean-François Parigi (un proche de Jean-François Copé), le département a accordé fin décembre près d'1,8 million d'aide publique, échelonnée sur trois ans. «*C'est là une approche bien étonnante*

de la redistribution de l'argent public : donner aux plus riches le moyen de fuir de plus en plus confortablement la mixité sociale», a aussitôt réagi la FSU 77, principal syndicat d'enseignants du département.

«*Pour contourner l'interdiction de financer toute nouvelle construction, Saint-Colomban se présente comme une annexe du lycée Rondeau de Bussy-Saint-Georges, à 10 bornes. La ficelle est un peu grosse, s'étrangle Anthony Gracos, conseiller départemental d'opposition (Gauche républicaine et socialiste). D'habitude, les subventions tournent autour de 30 000 ou 50 000 euros. Mais là, c'est du jamais-vu, surtout dans un contexte de restrictions budgétaires et dans une zone de Seine-et-Marne très privilégiée par rapport au reste du territoire.*» En séance publique, sa collègue Nathalie Moine monte dans les aigus : «*Mettre ses enfants en école privée est un choix, pas une nécessité. Finançons d'abord le niveau scolaire en gardant nos moyens financiers pour l'école publique.*» Le président la rabroue, d'un rire : «*Vous en voulez beau-*





Une partie de l'établissement privé Saint-Colomban en cours de construction à Serris.

coup à Sainte-Geneviève [établissement privé à Meaux, ndlr], Nathalie. Vous n'en gardez pas un bon souvenir ? En janvier, le conseil départemental arguait dans un communiqué que « la majorité prône l'égalité d'accès aux conditions d'éducation entre tous les collégiens, que ce soit dans le public ou dans le privé sous contrat ».

« Millefeuille juridique »

Ce 1,8 million s'ajoute à une autre subvention versée par le département. En farfouillant dans les délibérations, *Libération* a découvert qu'en septembre 2022, la Seine-et-Marne avait accordé 700 000 euros, au titre du fonds de développement touristique, pour financer l'auditorium prévu dans le prolongement de l'église, qui permettra de rajouter des bancs les jours de fête. « Le projet est pensé en espaces modulaires avec plusieurs fonctionnalités », répond Jean-Baptiste de Maugret. Sara Teinturier, sociologue des religions à l'université canadienne de Sherbrooke, qui a étudié l'enseignement catholique français, n'est pas étonnée : « Les montages financiers intégrant des équipements culturels adossés à des lieux de culte, bénéfi-

cient de subventions publiques, sont un grand classique. » Exemple du même type : la construction de la cathédrale d'Evry, dans l'Essonne, et son centre d'art sacré. En mai, voilà que Valérie Péresse, présidente de la région Ile-de-France, sort aussi le carnet de chèques : 1,1 million d'euros de subvention attribuée pour la partie lycée de Saint-Colomban. « Ce projet [a] recueilli le soutien de la direction académique et de la préfecture au motif qu'il répond à la pression démographique actuelle et à venir sur le territoire de Marne-la-Vallée : les projections Insee prévoient en effet une croissance de 3,7 % d'ici 2035 », avance le conseil régional, qui balaise les critiques d'un revers : il y a une « volonté d'instrumentaliser une affaire et de susciter une polémique politicienne », assurant que « chaque année, la région Ile-de-France subventionne à hauteur de 1,1 milliard les lycées publics, contre 13 millions d'euros pour les lycées privés sous contrat ».

Céline Malaisé, élue de l'opposition (groupe La Gauche communiste, écologiste et citoyenne), conteste ces chiffres, expliquant que le service de communication additionne

des choux et des carottes (les crédits de paiements et les autorisations qui sont pluriannuelles). Depuis que Péresse est aux manettes, son œil, dit-elle, s'est aiguisé pour débusquer les lièvres. Pour Saint-Colomban, elle a aussitôt alerté le préfet et saisi le tribunal administratif, considérant la subvention hors des clous légaux. Une audience en référé est prévue lundi. La question ne fait pas un pli, selon Bernard Toulemonde, professeur agrégé de droit spécialiste de l'enseignement catholique (qui représente 96 % du privé). Directeur de cabinet d'Alain Savary, en 1984 au plus fort de la guerre scolaire entre public et privé, il est incollable sur le code de l'éducation : « Les subventions sont encadrées par la loi Falloux de 1850, que Bayrou avait tenté de dégommer d'ailleurs. Elles ne peuvent pas dépasser 10 % des dépenses annuelles de l'établissement. » Dans un communiqué datant de janvier, le département de Seine-et-Marne se défend et estime avoir respecté la règle, en accordant, à l'euro près, 10 % du montant des travaux de la partie collège. Bernard Toulemonde se gondole : « Ce n'est pas 10 % du coût des travaux, ce se-

rait trop facile ! Il suffirait de lancer des projets d'emvergure pour recevoir beaucoup. Non, c'est 10 % du budget ordinaire de l'établissement, hors argent public. C'est-à-dire pas grand-chose. Cela ne peut pas atteindre 1 million, c'est impossible. Relisez l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 avril 1990, c'est très clair. » Philippe Portier, spécialiste de l'histoire de la laïcité, lui, tique. Il a plusieurs exemples récents en tête où les 10 % sont calculés par rapport aux dépenses de travaux. « L'éducation nationale est un millefeuille juridique, au point où même les experts finissent par s'y perdre, explique la sociologue Sara Teinturier, partie au Canada faute de poste en France. Mais c'est intéressant de voir à travers cet exemple combien les réseaux de l'enseignement catholique sont structurés et arrivent à imposer une interprétation du droit plutôt qu'une autre. » Il en est de même, ajoute-t-elle, avec le principe de « l'annexe ». « Au fil du temps, l'enseignement catholique a réussi à faire accepter l'idée que tout nouvel établissement pouvait être considéré comme une annexe d'un ancien, même construit dans une autre ville à des kilomètres... Et donc toucher des subventions. »

Préfabriqués

À la région, Céline Malaisé se désole du brouillard dans lequel nage l'opposition pour exercer le rôle de vigie. « On n'a même pas accès aux comptes des établissements privés. Comment contrôler si l'argent public est bien utilisé ? C'est même la bagarre pour connaître le nombre d'élèves dans chaque établissement privé ! » L'année dernière, la Cour des comptes s'est alarmée du peu de transparence et du manque de surveillance de l'Etat dans l'utilisation des fonds publics par les organismes d'enseignement privé. Un rapport parlementaire a remis une couche le 2 avril dernier, rappelant que les écoles privées sous contrat carbureraient à 75 % avec de l'argent public. Libé avait documenté les dérives, nombreuses, permises par les failles du système de contrôle. *Mediapart* a épluché une à une les délibérations des régions : 1,3 milliard de subventions facultatives auraient été ainsi accordées aux lycées privés entre 2016 et 2023. Après des recours administratifs et des mois d'enquête, France Info s'est procuré la semaine dernière les heures de cours d'enseignement attribuées par les rectorats aux établissements privés : dans 19 académies sur 24, les moyens accordés au privé sont plus importants ! A Serris, en attendant que les travaux de l'institut Saint-Colomban soient achevés (et les statues en place), le département a mis des préfabriqués tout neufs à disposition de l'établissement privé pour ramener de nouveaux élèves. Ils sont déjà 240. C'est 1200 euros l'année, hors cantine. Farid, rencontré à Serris devant l'école, paye pour son grand : « Je suis un enfant du public. Si l'argent avait été mis dans le collège public, mon fils y serait. Mais, aujourd'hui, vous voyez bien : ce n'est pas le cas. »

carnet

ANNIVERSAIRE DÉCÈS

Narbonne (11)

Clara

partie depuis 20 ans à amais dans nos cœurs, ta lumière brille pour toujours.

DÉCÈS

Neuilly-sur-Seine (92)

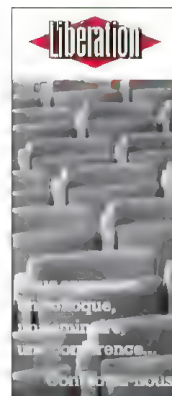
Mme Corinne FOIRET-BUISSON et son époux, ses enfants, ses frères, ses neveux et neèces ainsi que toute la famille

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean PETITDIDIER

survenu le mardi 3 septembre 2024, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de 91 ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris (20e)



Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl

abonnée et associations - 10 €

Tél. 01 87 39 84 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr



LIBÉ.FR

L'effondrement de l'île de Pâques n'a pas eu lieu Rapa Nui, appelée par les Européens l'île de Pâques, ne cesse de fasciner. Ce bout de terre perdu dans l'océan Pacifique à plus de 2 000 km de toute autre terre habitée, a une réputation qui lui colle à la peau. Elle aurait été le lieu d'un effondrement civilisationnel en raison de la surexploitation de ses ressources. Sauf que cette thèse est probablement fautive. Un nouvel article publié dans la revue scientifique *Nature* mercredi en apporte une nouvelle preuve. PHOTO ANADOLUJ APF



Au tribunal, mardi.
PHOTO ALAIN ROBERT SIPA

Mazan: «De là à me douter qu'il s'agissait de viols, c'était impensable»

La Cour a entendu mardi l'épouse de Jean-Pierre M., Cilia, victime de soumission chimique suivant la méthode transmise par Dominique Pelicot.

Par **MARLENE THOMAS**
Envoyée spéciale à Avignon

Elle semble en avoir le souffle coupé. Comme si les mots butaient sur ses lèvres tant les faits sont, toujours, pour elle, impensables. Cilia s'est avancée, ce mercredi 11 septembre en fin d'après-midi à la barre de la Cour criminelle départementale du Vaucluse, comme témoin. «Quand j'ai appris tout ça je suis tombée de très haut, on a été évanouis. Pendant des années tout se passait bien, on se disputait jamais, rien ne pouvait me dire qu'il allait faire ça.» Cilia est la femme de Jean-Pierre M.,

l'un des 50 coaccusés comparaisant avec Dominique Pelicot. Ce dernier, absent de l'audience pour raisons de santé jusqu'à lundi, est renvoyé devant la cour pour avoir violé et organisé les viols par des inconnus, recrutés en ligne, de son épouse Gisèle, plongée dans un état comateux en utilisant de puissants anxiolytiques. Procès dans le procès, Dominique Pelicot a partagé son mode opératoire à d'autres hommes, fournissant même des comprimés à quatre d'entre eux, dont Jean-Pierre M. Mais il est, selon les preuves retrouvées durant l'instruction, le seul à avoir reproduit ce même protocole de séduction, jusqu'à aller tester progressivement le dosage adéquat d'anxiolytiques sur sa femme. A la veille de l'audience de Jean-Pierre M., que son avocat souhaite repousser dans l'attente de la déposition de Dominique Pelicot, l'expert retrace : «Dominique

Pelicot aurait d'abord proposé qu'il vienne chez lui pour avoir des rapports sexuels avec sa femme endormie. Il aurait d'abord refusé en disant "Je ne suis pas un violeur". [...] Puis, au fil des échanges il se serait laissé convaincre.»

Réveil «en sursauts». Jean-Pierre M. et Dominique Pelicot incantent ce que peu s'autorisent encore à voir : la reproduction d'un système de violences, facilité par la soumission chimique. Après de cet expert psychiatre, cet homme de 63 ans, comparaisant détenu, reconnaissait : «J'ai

fait violer ma femme par un homme.» Entre 2015 et 2020, une dizaine de tentatives de viol et de viols auraient été commis. Cilia s'est refusée à déposer plainte ou à se constituer partie civile. A la Cour, cette mère de cinq enfants justifie : «Je veux préserver mes enfants au maximum. Ils

ont assez morflé, ils aiment leur père. Avant tout ça, il était quelqu'un de gentil, de formidable. Après ce qu'on a vécu, j'ai encore beaucoup d'affection pour lui, j'ai jamais eu quoi que ce soit à dire contre mon mari, à ce moment-là jamais, on peut dire que j'ai encore quelque chose pour lui», lâche-t-elle, la voix vacillante. L'avocat de son mari lui demande si elle peut le regarder. Elle se tourne vers le box vitré. Cet ancien chauffeur dans une coopérative agricole se lève une minute, avant de se rasseoir, prostré, presque plié en deux. Ce matin, l'un des fils de Jean-Pierre M., né d'une précédente union, avait refusé d'affronter son regard. «On jardinnait tous les deux, quand il m'a dit "Je suis fou", "qu'est-ce que j'ai fait". Je suis resté bouche bée. Il m'a dit "J'ai fait venir quelqu'un à la maison"», se souvient cet homme de 32 ans, en encourageant ses parents à se «livrer».

Au moment du témoignage de Cilia, le mur de dos ronds

s'était formé au fil de la journée se relève, les yeux clos de certains accusés s'ouvrent. Elle se souvient d'un réveil «en sursauts» une nuit de juin 2020, de cet inconnu (Dominique Pelicot) «debout contre la fenêtre» et des explications de son mari : «C'était pour voir mes sous-vêtements, ce que je ne crois pas. Après il se perd dans ses excuses, il me dit qu'il a fait venir cet homme pour trouver une excuse pour divorcer. De là à me douter qu'il s'agit des viols, c'est impensable. Je me dis qu'ils ont peut-être pris des photos, mais j'étais habillée quand je me suis réveillée.» Dès lors, elle accepte que ce mari reste mais lui intime «tu ne me toucheras plus», l'autorisant même à «voir quelqu'un d'autre s'il le souhaite». Cilia décrit un mari «très pudique», qu'elle n'a même «jamais vu se coucher», qui ne lui faisait «aucun reproche» sur leurs rapports sexuels espacés. Elle dit : «Je n'ai jamais été sous son emprise.» Aucun souci de santé ne l'a alertée

sur une possible soumission chimique. «J'attends de savoir pourquoi il a fait ça, c'est inconcevable» A l'expert psychiatre, Jean-Pierre M. reconnaissait un «fantasme de voir sa femme avoir des relations sexuelles avec un autre homme», mais se dédouanait de sa responsabilité : «Ça devait être la rencontre avec ce gars, sinon je l'aurais jamais fait.» Le président, Roger Arata : «Est-il possible qu'aujourd'hui des hommes pensent que le consentement de leur épouse, de leur compagne puisse faire l'objet d'un mandat, c'est-à-dire celui de l'homme, d'un consentement par procuration?» L'expert psychiatre, formel : «Monsieur M. n'aborde pas le sujet du consentement de sa femme [...] c'est comme si c'était un implicite.»

Clapiers. Son épouse cherche des réponses dans le passé douloureux de Jean-Pierre M. : une enfance ponctuée par les violences. Ses trois sœurs auraient été victimes de violences sexuelles et placées pour les protéger de leur père. «Il enjolie son enfance, disait toujours "j'ai été élevé avec les cochons"», s'étonne son fils. Selon l'enquête de personnalité, les enfants se cachaient parfois dans des clapiers à lapins pour échapper aux maltraitances. «Avec tout ce qu'il a subi pendant son enfance, comment voulez-vous qu'on s'en sorte après?» lâche son épouse, comme démunie. Cilia reste pour l'instant «madame M.», le temps «de [se] relever», de «relever [ses] enfants», mais aussi pour des questions de finances. «Je ne travaille pas et j'ai deux enfants encore à l'école, j'ai tous mes enfants chez moi». Le conseil de Jean-Pierre M., Patrick Gontard : «La perte de l'épouse, c'est la sanction et la peine la plus immense qu'il puisse se voir opposer par rapport à la peine pénale à laquelle il va être condamné. Il sera de toute façon condamné.» Quelques minutes plus tôt, Cilia confirmait : «Oui je pense que pour lui, c'est le pire.» Remontant à l'alle centrale, les yeux rougis, elle jette deux regards en arrière, en direction du box des détenus, comme pour contempler cette vie catapaltée. ♦

L'HISTOIRE DU JOUR



LIBÉ.FR

Libye: un an après la catastrophe, à qui profite la reconstruction de Derna ?

Dans la nuit du 10 au 11 septembre 2023, la ville côtière de Derna a été balayée, en quelques heures, par 30 millions de mètres cubes d'eau. Les projets de réhabilitation de la ville dévastée, qui avancent rapidement, sont une belle opportunité politique et économique pour le clan Haftar, qui règne sur la région de la Cyrénaïque. PHOTO AP

«On nommera le gouvernement la semaine prochaine.»

MICHEL BARNIER

mercredi, à Reims, lors des journées parlementaires du parti Horizons



Le Premier ministre LR, Michel Barnier, a promis mercredi de nommer un gouvernement «la semaine prochaine», expliquant faire «des choses méthodiquement, sérieusement». Mais l'ex-commissaire européen, qui ne dispose pas de majorité absolue à l'Assemblée, va devoir veiller aux équilibres de sa supposée coalition, réunissant le bloc macroniste (Renaissance, Horizons, MoDem), la droite et Liot. Il s'agit pour lui de renouveler une équipe sans doute élargie à la droite – il a promis des «ruptures» et les parlementaires LR ont donné leur feu vert mercredi à une participation au gouvernement –, tout en l'ouvrant à la gauche et sans braquer l'extrême droite.

À gauche pourtant, nombreuses sont les personnalités qui ont rejeté toute participation, comme le maire de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, ou la présidente de la région Occitanie, Carole Delga. Lundi, lors d'un échange téléphonique, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, et le président du groupe rose à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, ont prévenu Michel Barnier: aucun socialiste n'intégrera son gouvernement. Même parmi les macronistes, le nouveau Premier ministre aura fort à faire, l'aile gauche du parti présidentiel posant des lignes rouges, comme le ministre démissionnaire de l'Industrie Roland Lescure dans *Libération*, notamment sur l'immigration.

Groupes de niveau: «un échec cinglant pour Gabriel Attal»

Il y a les annonces, et la réalité du terrain. Les groupes de niveau, sortis du chapeau en décembre 2023 par l'ancien ministre de l'Éducation Gabriel Attal dans le but de relever le niveau des élèves avec son «choc des savoirs», redescendent comme un soufflé. Censé être mis en place en français et en mathématiques dans cette rentrée dans les classes de sixième et de cinquième, le dispositif, rebaptisé «groupes de besoins» par la ministre démissionnaire Nicole Belloubet pour mieux faire passer la liste auprès des syndicats contestataires, peine à s'installer.

Compétences. 64,5% des collégiés ne mettent pas en place ces groupes «tels que voulus par Gabriel Attal», c'est-à-dire en regroupant les collégiens selon leurs compétences dans les cours de maths et de français, selon une enquête du Snes-FSU menée auprès de 546 collèges et publiée mercredi. Seuls 35,5% des établissements les «appli-

quent complètement» sur toutes les classes des niveaux concernés, précise le premier syndicat du secondaire.

Les autres effectuent du soutien ponctuel en français ou en mathématiques, certains alignent leurs classes dans des groupes hétérogènes qui mélangent donc les niveaux des élèves, d'autres ne font tout simplement pas de groupes par manque de profs ou par manque de classes. «C'est un échec cinglant pour Gabriel Attal», tacle Sophie Venétiat, secrétaire générale du Snes-FSU. Deux tiers des établissements n'ont pas de groupes du tout. Après six mois de mobilisation, on reste déterminés à ne pas trier les élèves.

L'enquête menée par le SNPDEN, le premier syndicat des chefs d'établissement, auprès de 1.300 collèges et rendue publique mercredi, fait le même constat: seuls 21% des établissements ont strictement appliqué la mesure voulue par Gabriel Attal, selon les chiffres du syndicat. 78% ont

surtout entendu la soulesse mise en avant par Nicole Belloubet. «La moitié des établissements n'a tout simplement pas les moyens de mettre en place ces groupes», pointe Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN. Certains les ont mis en place au détriment d'autres dispositifs, en supprimant notamment les dédoublements de classe. 4% des collèges n'ont tout simplement pas appliqué la réforme et environ 60% ont opté pour des groupes hétérogènes.

«Caution». Bruno Bobkiewicz le sait, ces groupes ne pourront pas être déployés l'an prochain en quatrième et troisième, comme prévu initialement: «Avec deux niveaux déjà, les emplois du temps se sont largement complexifiés, alors sur quatre niveaux c'est techniquement impossible, notamment quand on a des professeurs en temps partiel. Sans argent, il ne peut pas y avoir de déploiement du dispositif. C'est ce qui peut nous sauver.»

Malgré tout, le ministère poursuit sa communication pour vendre son projet. Mercredi, Bernard Beignier, recteur de l'académie de Paris, s'est par exemple déplacé avec des inspecteurs de français et de mathématiques dans un petit collège mixte du XI^e arrondissement de Paris où les enseignants ont lutté durant des mois contre la mise en place des «groupes de besoins», sans obtenir gain de cause de leur principal.

«On est gênés de servir de caution dans la communication du rectorat et du ministère alors qu'on est complètement contre», glisse Valentin, professeur de maths et syndiqué CGT. Dans cet établissement, une cinquantaine d'élèves ont été partagés dès la rentrée en trois groupes: un groupe d'une dizaine d'élèves très faibles, et deux groupes de 20 élèves avec un bon niveau. Résultat: «Aucune stimulation chez les moins bons et une compétition accrue pour les autres. La cata.»

CÉCILE BOURGNEUF

50

millions de dollars (environ 45 millions d'euros): C'est «la plus grosse compensation de l'histoire des États-Unis accordée à un plaignant pour une erreur judiciaire». Elle sera versée par les autorités de Chicago à Marcel Brown, un Afro-Américain condamné à tort en 2011 à trente-cinq ans de prison pour meurtre.

Marine Le Pen condamnée en appel pour diffamation

Marine Le Pen est bel et bien condamnée. La cour d'appel de Paris a confirmé mercredi sa peine de 500 euros d'amende avec sursis pour diffamation envers la Cimade, une association d'aide aux migrants. En cause: les propos qu'avait tenus Marine Le Pen, alors candidate à l'élection présidentielle, lors d'un entretien pour BFM TV en janvier 2022. Interrogée sur l'hypothèse que les associations humanitaires soient complices du délit d'entrée, elle avait alors répondu: «Ils sont mêmes complices des passeurs, oui, parfois», avant de cibler di-

rectement la Cimade. Elle avait également remis en cause les subventions que touchent les ONG de défense des migrants. En octobre 2023, la députée Rassemblement national de la 11^e circonscription du Pas-de-Calais avait déjà été reconnue coupable pour ces propos et condamnée pour diffamation publique envers un particulier. La justice avait alors estimé que ses dires avaient «dépassé la dose d'exagération possible dans le contexte dans lequel ils ont été prononcés» et que «les limites de la liberté d'expression [avaient] été franchies».

La cheffe de file des députés RN prend donc ses marques au tribunal. Le 30 septembre, elle sera aussi jugée aux côtés de 26 autres personnes devant le tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire des assistants parlementaires fictifs à Strasbourg. Soupçonné de détournement de fonds publics européens, le parti d'extrême droite est concerné jusqu'à sa présidence: Comme l'a révélé *Libération* lundi, Jordan Bardella aurait fourni des fausses preuves de travail pour justifier son poste d'attaché parlementaire en 2015.

(avec AFP)

Breakdance L'Australienne «Raygun», risée des JO, numéro 1 mondiale

La breakeuse australienne «Raygun», interprète de la «danse du kangourou», a su rebondir. Moquée à Paris, où elle a été éliminée en qualifications, elle a ensuite été parodiée dans des talk-shows internationaux et les amateurs de break du monde entier se sont demandé comment elle avait pu être sélectionnée – la sportive avait dénoncé une vague de haine et de harcèlement. Mais Rachael Gunn, 37 ans, tient sa revanche: elle a été sacrée numéro 1 mondiale de son sport par la Fédération mondiale de danse sportive. Le classement se base sur les quatre meilleures performances des athlètes au cours des 12 derniers mois. Avec peu d'événements organisés entre décembre 2023 et les JO, «de nombreux athlètes n'ont qu'un seul résultat dans le cadre d'une compétition comptant pour le classement», explique la fédération. «Raygun» avait remporté le championnat d'Océanie, ce qui lui a valu 1 000 points. PHOTO GETTY IMAGES/AFP





Le journaliste Didier Roustan, à Paris, le 29 mai 2006. PHOTO LUDOVIC CAREME

Didier Roustan

Le football en dehors des lignes

REPORTAGE

Voix romantique et décalée du foot, passé par TF1, France Télévisions, Canal et l'Equipe TV, le journaliste était un amoureux de l'art du jeu. Il est mort mercredi à 66 ans.

Par
GRÉGORY SCHNEIDER

La scène remonte à sept ou huit ans, sur le plateau d'une émission de l'*Equipe du soir* que l'auteur de ces lignes avait partagé avec le journaliste Didier Roustan. Un chroniqueur venait tout juste de sortir une histoire de contravention, sans rapport (ou lointain) avec les sujets sportifs du soir. Ça roupillait un peu. Roustan avait alors pris la parole : « C'est comme moi : j'ai vécu deux ans avec une prostituée. » Stupeur générale. « Ben ouï. Vous savez quoi ? Je devais faire gaffe à ne jamais laisser mes affaires chez elle, pas même une brosse à dents. Sinon, tu peux tomber pour proxénétisme. » Didier Roustan est mort mercredi à 66 ans. Il a travaillé dans toutes les plus grandes chaînes : TF1 où il était rentré en stage à 18 ans, France 2, Canal+, l'Equipe TV. Et partout, durant plus de quatre décennies, il aura fait exister au cœur même de médias *mainstream*, dont l'expression était parfois corsetée par l'achat de droits et la nécessité de valoriser ceux-ci, les deux dernières choses qu'un journaliste soucieux de faire carrière bien au chaud dans les « grandes maisons » peut se permettre d'habiter : la marge et la digression.

PAR DE TEMPS À PERDRE

La marge parce qu'il avait dans l'idée que le peu de vérité que l'on peut encore arracher à un football écrasé par le poids du storytelling et de la communication officielle de ceux qui encadrent les joueurs (Roustan mettait ceux-ci à part, toujours) se trouve quelque part à côté, que ce n'était pas donné à voir et à entendre. Et qu'il fallait à toute force aller le chercher.

La digression parce que c'était sa liberté, en plus du moyen de l'éprouver. On plaisantait tantôt avec lui de ses incroyables vidéos de près d'une heure trente postées sur le site de l'*Equipe*, quelque part entre les discours de politique générale à la Fidel Castro et la longue dérive d'une barque dont il aurait coupé les amarres en se regardant lui-même dériver. « J'ai trouvé le truc au bout de quarante minutes, répondait-il sans ciller. Et les gens peuvent écouter ça quand ils font la cuisine. » La prostituée et la brosse à dents, c'était pour réveiller le plateau. A maintes reprises, on l'a senti physiquement se crispier quand les débats empruntaient des chemins mille fois rebattus. Il n'avait pas de temps à perdre. Et ceux qui regardaient l'émission non plus.

En amont d'un Mondial 2006 terminé par un coup de boule de Zinedine Zidane qui ne lui avait pas déplu, et qu'il ne se serait de toute façon jamais permis de juger, *Libération* avait décrit sa trajectoire professionnelle ainsi : « Une succession de chutes libératrices. » Né au Congo d'une mère martiniquaise journaliste à l'AFP et d'un père cadre d'une institution financière internationale, il découvre la France et Cannes à 3 ans. Ses grands-parents s'occupent alors de lui. Excellent défenseur, il s'entraîne avec les pros de l'AS Cannes à 16 ans, mais se fait virer pour s'être rebiffé après une remarque d'un entraîneur. « Une amie m'a dit un jour que j'étais révolutionnaire, soutiendra-t-il à Libé. Parce que dans le mot, il y a "rêve", "évolution" et "être". Et moi, j'ai besoin d'être. » Il se donne le beau rôle. Les témoins de l'époque se souviennent non seulement d'un défenseur dur, mais méchant. Aux antipodes des artistes du ballon que Didier Roustan défendra ensuite toute sa vie durant, leur passant beaucoup de choses tout en considérant sévèrement (« Comment il s'appelle lui, tu m'as dit ? ») ceux qui étaient pourvus d'un talent moindre. Faute d'avoir appris un métier, il

Il aura fait exister [...] les deux dernières choses qu'un journaliste soucieux de faire carrière bien au chaud dans les "grandes maisons" peut se permettre d'habiter : la marge et la digression.

envisage de devenir pêcheur parce qu'il se faisait de l'argent de poche comme ça l'était. Sa mère lui obtint un stage de trois mois à TFI, il y resta treize ans et demi.

Dans son autobiographie parue l'an passé (1), Roustian multiplie les anecdotes sur cette période qu'il tenait pour bénie. Mais il oublie celle-là. Arrivé à la bouffe le jour d'un duplex avant un match parce qu'il a passé l'après-midi avec une fille dans un hôtel, il entreprend son jeune collègue, qui poireaute depuis deux bonnes heures : «*Retiens bien ce que je vais faire.*» Et Didier Roustian d'appeler la régie de la chaîne pour leur passer un savon carabiné : «*Vos transmissions sont pourries, ça fait deux heures que j'essaie de vous joindre, plus jamais vous ne me faites ce coup-là.*», etc. Avant de racrocher, royal : «*Et voilà le travail.*»

On veut dire ainsi qu'il avait trouvé dans le journalisme sportif un espace de liberté sans pareil. Sans frontières puisque les joueurs viennent de partout, excitent car le football met le monde entier en transe, suffisamment relâché aussi («*Ce n'est que du foot*», manière de dire non pas que c'est moins important qu'autre chose, mais qu'on raisonne à côté, sur une échelle différente), toujours à hauteur d'homme. Et plus neuf que d'autres domaines comme le cinéma ou la politique, c'est-à-dire plus aisé à «habiter» intellectuellement. Quand on se souvient de l'époque où Thierry Roland était la voix du foot sur TFI, c'est peu dire que Roustian élargit les perspectives. Seulement voilà, le patriotisme sportif à tous crins du premier avait la vie dure. Et un Roustian qui sonorise les cinq buts passés par les Bleus à la sélection belge lors de l'Euro 1984 avec *Toda Memina Batana* de Gilberto Gil, sans le moindre commentaire par-dessus (2), ne pèse pas lourd aux yeux de la chaîne de Bouygues. On confesse cependant, nous, être né au football ou plutôt à sa consommation télévisuelle lors de ces minutes-là. Quelque part au fil des notes de *Toda Memina Batana*. Plaqué sur un stade de la Beaujoire (France-Belgique se déroulait à Nantes) nimbé de lumière où le cadre, la musique et les attitudes de Luis Fernandez ou Michel Platini formaient un tout organique, parfaitement ordonné, disant l'euphorie et la joie. Et cette promesse d'éternité liée à l'enfance et au jeu. Une aspiration suffisante pour illuminer la vie d'un homme, fût-il simple téléspectateur. En 1989, Didier Roustian sent débâcher par Canal+ et par son directeur des sports Charles Biétry, qui lui promet qu'il partagera les commentaires des matchs avec Michel Denisot.

Il ne tiendra pas parole. Et Didier Roustian, après un passage sur France 2, suit sa pente : la politisation du sport à travers la création d'un syndicat des joueurs, éternels laissés-pour-compte d'un système qui endort leur conscience sous des montages de dollars. Il sera reçu par Diego Maradona ou George Haggi, tapera sur l'épaule des sommets de l'époque mais sortira rincé après cinq années à écumer la planète, faisant souvent la

navette entre l'Europe et une Amérique du Sud qu'il considérait comme le berceau du jeu, parce que l'Uruguay (quatre titres de champions du monde si on compte les deux titres olympiques à l'aube du XX^e siècle), parce que Pelé, parce que Diego Maradona. Roustian s'épanchera longtemps sur les peaux de bananes glissées en sous-main par les instances et les clubs («*Le pot de terre contre le pot de fer*»), ses détracteurs lui reprocheront une utilisation opaque des fonds récoltés et il repartira de zéro ou presque, courant la pige sur TV5 Monde, le Loto Foot ou TPS, modestes points de chute à l'échelle du bonhomme. En 1999, l'Equipe TV lui donnera une assise à sa mesure. Elle a consisté, pour faire court, à le laisser vivre. Outre les digressions filmées sans fin et les quiz étranges filmés dans son salon au milieu d'un désordre indescriptible, ce sont les émissions de débat qui laisseront la marque la plus durable. A travers un axe simple, quoique contre-intuitif : dans le foot, tout le monde ment. Et le résultat ment aussi. Beaucoup ont voulu y voir midi à leur propre porte et du romanesque. Ils ont eu tort. C'est plutôt la froideur mécanique non pas du football, celui-ci ne change pas beaucoup, mais de ce que ceux qui le contrôlent ont décidé d'en faire, qu'il faut combattre, sans la nier en se réfugiant dans quelques paradis perdus nostalgiques.

DÉFICITION

Didier Roustian n'aura jamais cessé de le faire. Dans cet ordre d'idée, il n'aurait pas beaucoup le premier titre mondial décroché par les Bleus en 1998, à son idée une incroyable conjonction des planètes entre un arrière droit (Lilian Thuram) qui met les deux seuls buts de sa carrière tricolore en demi-finale contre les Croates, un meneur de jeu (Zinedine Zidane) à côté de la plaque tout le tournoi qui met subitement deux buts de la tête en finale alors qu'il n'a jamais essayé de marquer ainsi avant et l'arrêt cardiaque qui a frappé le meilleur joueur de la planète (l'attaquant brésilien Ronaldo) l'après-midi de cette finale. Pour en avoir discuté avec lui, on sait que ce n'est pas le côté un peu terne de l'expression collective et technique de l'équipe d'Aimé Jacquet qui lui posait problème, mais ce qu'on en a fait ensuite. Un appauvrissement général autour de l'idée qu'une compétition se gagne en défense. Les débats à venir tués dans l'œuf sur l'autel du succès. Le côté effrayant de la défécation des joueurs (et il en connaissait certains dans les coins) qui, selon lui, avaient aussi eu le mérite de se trouver au bon endroit au bon moment.

Sans doute, le changement de paradigme du football tricolore – de perdants romanesques à machines enchaînant les succès à répétition – lui a mis en tête que le temps passait, le sien et celui des autres. Son invraisemblable collection de maillots, à commencer par celui d'Argentinos Junior qu'il préférait entre tous, lui aura au moins permis de le ralentir un peu. Et de remettre le curseur du jeu au point d'origine : ce n'est jamais le foot d'avant dont on est nostalgique, mais son enfance que l'on regrette. ➤

(1) Didier Roustian, *Puzzle*, éditions Marabout, 2023, 432 pp., 19,90 €.

LIBÉ.FR

Didier Roustian, les maillots dans la peau

Le journaliste sportif mort dans la nuit de mardi à mercredi était aussi un esthète passionné par les tuniques de foot.

CLIMAT Libe TOUR

26 SEPTEMBRE ROUEN LE 106

RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS

CITIZEN, SCIENTIFIQUE, POLITIQUE, MILITAIRE... VENEZ DÉBATTRE ! + ANIMATION POUR ÉNIGMASER SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE + RENCONTRES ET SIGNATURES AVEC DES ARTISTES EN VAGUE + SPECTACLE DE STAND-UP ET CONCERT EXCEPTIONNEL

INSCRIPTION GRATUITE

Libération, tricolore, France 2, France 3, France 4, France 5, France 6, France 7, France 8, France 9, France 10, France 11, France 12, France 13, France 14, France 15, France 16, France 17, France 18, France 19, France 20, France 21, France 22, France 23, France 24, France 25, France 26, France 27, France 28, France 29, France 30, France 31, France 32, France 33, France 34, France 35, France 36, France 37, France 38, France 39, France 40, France 41, France 42, France 43, France 44, France 45, France 46, France 47, France 48, France 49, France 50, France 51, France 52, France 53, France 54, France 55, France 56, France 57, France 58, France 59, France 60, France 61, France 62, France 63, France 64, France 65, France 66, France 67, France 68, France 69, France 70, France 71, France 72, France 73, France 74, France 75, France 76, France 77, France 78, France 79, France 80, France 81, France 82, France 83, France 84, France 85, France 86, France 87, France 88, France 89, France 90, France 91, France 92, France 93, France 94, France 95, France 96, France 97, France 98, France 99, France 100, France 101, France 102, France 103, France 104, France 105, France 106, France 107, France 108, France 109, France 110, France 111, France 112, France 113, France 114, France 115, France 116, France 117, France 118, France 119, France 120, France 121, France 122, France 123, France 124, France 125, France 126, France 127, France 128, France 129, France 130, France 131, France 132, France 133, France 134, France 135, France 136, France 137, France 138, France 139, France 140, France 141, France 142, France 143, France 144, France 145, France 146, France 147, France 148, France 149, France 150, France 151, France 152, France 153, France 154, France 155, France 156, France 157, France 158, France 159, France 160, France 161, France 162, France 163, France 164, France 165, France 166, France 167, France 168, France 169, France 170, France 171, France 172, France 173, France 174, France 175, France 176, France 177, France 178, France 179, France 180, France 181, France 182, France 183, France 184, France 185, France 186, France 187, France 188, France 189, France 190, France 191, France 192, France 193, France 194, France 195, France 196, France 197, France 198, France 199, France 200, France 201, France 202, France 203, France 204, France 205, France 206, France 207, France 208, France 209, France 210, France 211, France 212, France 213, France 214, France 215, France 216, France 217, France 218, France 219, France 220, France 221, France 222, France 223, France 224, France 225, France 226, France 227, France 228, France 229, France 230, France 231, France 232, France 233, France 234, France 235, France 236, France 237, France 238, France 239, France 240, France 241, France 242, France 243, France 244, France 245, France 246, France 247, France 248, France 249, France 250, France 251, France 252, France 253, France 254, France 255, France 256, France 257, France 258, France 259, France 260, France 261, France 262, France 263, France 264, France 265, France 266, France 267, France 268, France 269, France 270, France 271, France 272, France 273, France 274, France 275, France 276, France 277, France 278, France 279, France 280, France 281, France 282, France 283, France 284, France 285, France 286, France 287, France 288, France 289, France 290, France 291, France 292, France 293, France 294, France 295, France 296, France 297, France 298, France 299, France 300, France 301, France 302, France 303, France 304, France 305, France 306, France 307, France 308, France 309, France 310, France 311, France 312, France 313, France 314, France 315, France 316, France 317, France 318, France 319, France 320, France 321, France 322, France 323, France 324, France 325, France 326, France 327, France 328, France 329, France 330, France 331, France 332, France 333, France 334, France 335, France 336, France 337, France 338, France 339, France 340, France 341, France 342, France 343, France 344, France 345, France 346, France 347, France 348, France 349, France 350, France 351, France 352, France 353, France 354, France 355, France 356, France 357, France 358, France 359, France 360, France 361, France 362, France 363, France 364, France 365, France 366, France 367, France 368, France 369, France 370, France 371, France 372, France 373, France 374, France 375, France 376, France 377, France 378, France 379, France 380, France 381, France 382, France 383, France 384, France 385, France 386, France 387, France 388, France 389, France 390, France 391, France 392, France 393, France 394, France 395, France 396, France 397, France 398, France 399, France 400, France 401, France 402, France 403, France 404, France 405, France 406, France 407, France 408, France 409, France 410, France 411, France 412, France 413, France 414, France 415, France 416, France 417, France 418, France 419, France 420, France 421, France 422, France 423, France 424, France 425, France 426, France 427, France 428, France 429, France 430, France 431, France 432, France 433, France 434, France 435, France 436, France 437, France 438, France 439, France 440, France 441, France 442, France 443, France 444, France 445, France 446, France 447, France 448, France 449, France 450, France 451, France 452, France 453, France 454, France 455, France 456, France 457, France 458, France 459, France 460, France 461, France 462, France 463, France 464, France 465, France 466, France 467, France 468, France 469, France 470, France 471, France 472, France 473, France 474, France 475, France 476, France 477, France 478, France 479, France 480, France 481, France 482, France 483, France 484, France 485, France 486, France 487, France 488, France 489, France 490, France 491, France 492, France 493, France 494, France 495, France 496, France 497, France 498, France 499, France 500, France 501, France 502, France 503, France 504, France 505, France 506, France 507, France 508, France 509, France 510, France 511, France 512, France 513, France 514, France 515, France 516, France 517, France 518, France 519, France 520, France 521, France 522, France 523, France 524, France 525, France 526, France 527, France 528, France 529, France 530, France 531, France 532, France 533, France 534, France 535, France 536, France 537, France 538, France 539, France 540, France 541, France 542, France 543, France 544, France 545, France 546, France 547, France 548, France 549, France 550, France 551, France 552, France 553, France 554, France 555, France 556, France 557, France 558, France 559, France 560, France 561, France 562, France 563, France 564, France 565, France 566, France 567, France 568, France 569, France 570, France 571, France 572, France 573, France 574, France 575, France 576, France 577, France 578, France 579, France 580, France 581, France 582, France 583, France 584, France 585, France 586, France 587, France 588, France 589, France 590, France 591, France 592, France 593, France 594, France 595, France 596, France 597, France 598, France 599, France 600, France 601, France 602, France 603, France 604, France 605, France 606, France 607, France 608, France 609, France 610, France 611, France 612, France 613, France 614, France 615, France 616, France 617, France 618, France 619, France 620, France 621, France 622, France 623, France 624, France 625, France 626, France 627, France 628, France 629, France 630, France 631, France 632, France 633, France 634, France 635, France 636, France 637, France 638, France 639, France 640, France 641, France 642, France 643, France 644, France 645, France 646, France 647, France 648, France 649, France 650, France 651, France 652, France 653, France 654, France 655, France 656, France 657, France 658, France 659, France 660, France 661, France 662, France 663, France 664, France 665, France 666, France 667, France 668, France 669, France 670, France 671, France 672, France 673, France 674, France 675, France 676, France 677, France 678, France 679, France 680, France 681, France 682, France 683, France 684, France 685, France 686, France 687, France 688, France 689, France 690, France 691, France 692, France 693, France 694, France 695, France 696, France 697, France 698, France 699, France 700, France 701, France 702, France 703, France 704, France 705, France 706, France 707, France 708, France 709, France 710, France 711, France 712, France 713, France 714, France 715, France 716, France 717, France 718, France 719, France 720, France 721, France 722, France 723, France 724, France 725, France 726, France 727, France 728, France 729, France 730, France 731, France 732, France 733, France 734, France 735, France 736, France 737, France 738, France 739, France 740, France 741, France 742, France 743, France 744, France 745, France 746, France 747, France 748, France 749, France 750, France 751, France 752, France 753, France 754, France 755, France 756, France 757, France 758, France 759, France 760, France 761, France 762, France 763, France 764, France 765, France 766, France 767, France 768, France 769, France 770, France 771, France 772, France 773, France 774, France 775, France 776, France 777, France 778, France 779, France 780, France 781, France 782, France 783, France 784, France 785, France 786, France 787, France 788, France 789, France 790, France 791, France 792, France 793, France 794, France 795, France 796, France 797, France 798, France 799, France 800, France 801, France 802, France 803, France 804, France 805, France 806, France 807, France 808, France 809, France 810, France 811, France 812, France 813, France 814, France 815, France 816, France 817, France 818, France 819, France 820, France 821, France 822, France 823, France 824, France 825, France 826, France 827, France 828, France 829, France 830, France 831, France 832, France 833, France 834, France 835, France 836, France 837, France 838, France 839, France 840, France 841, France 842, France 843, France 844, France 845, France 846, France 847, France 848, France 849, France 850, France 851, France 852, France 853, France 854, France 855, France 856, France 857, France 858, France 859, France 860, France 861, France 862, France 863, France 864, France 865, France 866, France 867, France 868, France 869, France 870, France 871, France 872, France 873, France 874, France 875, France 876, France 877, France 878, France 879, France 880, France 881, France 882, France 883, France 884, France 885, France 886, France 887, France 888, France 889, France 890, France 891, France 892, France 893, France 894, France 895, France 896, France 897, France 898, France 899, France 900, France 901, France 902, France 903, France 904, France 905, France 906, France 907, France 908, France 909, France 910, France 911, France 912, France 913, France 914, France 915, France 916, France 917, France 918, France 919, France 920, France 921, France 922, France 923, France 924, France 925, France 926, France 927, France 928, France 929, France 930, France 931, France 932, France 933, France 934, France 935, France 936, France 937, France 938, France 939, France 940, France 941, France 942, France 943, France 944, France 945, France 946, France 947, France 948, France 949, France 950, France 951, France 952, France 953, France 954, France 955, France 956, France 957, France 958, France 959, France 960, France 961, France 962, France 963, France 964, France 965, France 966, France 967, France 968, France 969, France 970, France 971, France 972, France 973, France 974, France 975, France 976, France 977, France 978, France 979, France 980, France 981, France 982, France 983, France 984, France 985, France 986, France 987, France 988, France 989, France 990, France 991, France 992, France 993, France 994, France 995, France 996, France 997, France 998, France 999, France 1000, France 1001, France 1002, France 1003, France 1004, France 1005, France 1006, France 1007, France 1008, France 1009, France 1010, France 1011, France 1012, France 1013, France 1014, France 1015, France 1016, France 1017, France 1018, France 1019, France 1020, France 1021, France 1022, France 1023, France 1024, France 1025, France 1026, France 1027, France 1028, France 1029, France 1030, France 1031, France 1032, France 1033, France 1034, France 1035, France 1036, France 1037, France 1038, France 1039, France 1040, France 1041, France 1042, France 1043, France 1044, France 1045, France 1046, France 1047, France 1048, France 1049, France 1050, France 1051, France 1052, France 1053, France 1054, France 1055, France 1056, France 1057, France 1058, France 1059, France 1060, France 1061, France 1062, France 1063, France 1064, France 1065, France 1066, France 1067, France 1068, France 1069, France 1070, France 1071, France 1072, France 1073, France 1074, France 1075, France 1076, France 1077, France 1078, France 1079, France 1080, France 1081, France 1082, France 1083, France 1084, France 1085, France 1086, France 1087, France 1088, France 1089, France 1090, France 1091, France 1092, France 1093, France 1094, France 1095, France 1096, France 1097, France 1098, France 1099, France 1100, France 1101, France 1102, France 1103, France 1104, France 1105, France 1106, France 1107, France 1108, France 1109, France 1110, France 1111, France 1112, France 1113, France 1114, France 1115, France 1116, France 1117, France 1118, France 1119, France 1120, France 1121, France 1122, France 1123, France 1124, France 1125, France 1126, France 1127, France 1128, France 1129, France 1130, France 1131, France 1132, France 1133, France 1134, France 1135, France 1136, France 1137, France 1138, France 1139, France 1140, France 1141, France 1142, France 1143, France 1144, France 1145, France 1146, France 1147, France 1148, France 1149, France 1150, France 1151, France 1152, France 1153, France 1154, France 1155, France 1156, France 1157, France 1158, France 1159, France 1160, France 1161, France 1162, France 1163, France 1164, France 1165, France 1166, France 1167, France 1168, France 1169, France 1170, France 1171, France 1172, France 1173, France 1174, France 1175, France 1176, France 1177, France 1178, France 1179, France 1180, France 1181, France 1182, France 1183, France 1184, France 1185, France 1186, France 1187, France 1188, France 1189, France 1190, France 1191, France 1192, France 1193, France 1194, France 1195, France 1196, France 1197, France 1198, France 1199, France 1200, France 1201, France 1202, France 1203, France 1204, France 1205, France 1206, France 1207, France 1208, France 1209, France 1210, France 1211, France 1212, France 1213, France 1214, France 1215, France 1216, France 1217, France 1218, France 1219, France 1220, France 1221, France 1222, France 1223, France 1224, France 1225, France 1226, France 1227, France 1228, France 1229, France 1230, France 1231, France 1232, France 1233, France 1234, France 1235, France 1236, France 1237, France 1238, France 1239, France 1240, France 1241, France 1242, France 1243, France 1244, France 1245, France 1246, France 1247, France 1248, France 1249, France 1250, France 1251, France 1252, France 1253, France 1254, France 1255, France 1256, France 1257, France 1258, France 1259, France 1260, France 1261, France 1262, France 1263, France 1264, France 1265, France 1266, France 1267, France 1268, France 1269, France 1270, France 1271, France 1272, France 1273, France 1274, France 1275, France 1276, France 1277, France 1278, France 1279, France 1280, France 1281, France 1282, France 1283, France 1284, France 1285, France 1286, France 1287, France 1288, France 1289, France 1290, France 1291, France 1292, France 1293, France 1294, France 1295, France 1296, France 1297, France 1298, France 1299, France 1300, France 1301, France 1302, France 1303, France 1304, France 1305, France 1306, France 1307, France 1308, France 1309, France 1310, France 1311, France 1312, France 1313, France 1314, France 1315, France 1316, France 1317, France 1318, France 1319, France 1320, France 1321, France 1322, France 1323, France 1324, France 1325, France 1326, France 1327, France 1328, France 1329, France 1330, France 1331, France 1332, France 1333, France 1334, France 1335, France 1336, France 1337, France 1338, France 1339, France 1340, France 1341, France 1342, France 1343, France 1344, France 1345, France 1346, France 1347, France 1348, France 1349, France 1350, France 1351, France 1352, France 1353, France 1354, France 1355, France 1356, France 1357, France 1358, France 1359, France 1360, France 1361, France 1362, France 1363, France 1364, France 1365, France 1366, France 1367, France 1368, France 1369, France 1370, France 1371, France 1372, France 1373, France 1374, France 1375, France 1376, France 1377, France 1378, France 1379, France 1380, France 1381, France 1382, France 1383, France 1384, France 1385, France 1386, France 1387, France 1388, France 1389, France 1390, France 1391, France 1392, France 1393, France 1394, France 1395, France 1396, France 1397, France 1398, France 1399, France 1400, France 1401, France 1402, France 1403, France 1404, France 1405, France 1406, France 1407, France 1408, France 1409, France 1410, France 1411, France 1412, France 1413, France 1414, France 1415, France 1416, France 1417, France 1418, France 1419, France 1420, France 1421, France 1422, France 1423, France 1424, France 1425, France 1426, France 1427, France 1428, France 1429, France 1430, France 1431, France 1432, France 1433, France 1434, France 1435, France 1436, France 1437, France 1438, France 1439, France 1440, France 1441, France 1442, France 1443, France 1444, France 1445, France 1446, France 1447, France 1448, France 1449, France 1450, France 1451, France 1452, France 1453, France 1454, France 1455, France 1456, France 1457, France 1458, France 1459, France 1460, France 1461, France 1462, France 1463, France 1464, France 1465, France 1466, France 1467, France 1468, France 1469, France 1470, France 1471, France 1472, France 1473, France 1474, France 1475, France 1476, France 1477, France 1478, France 1479, France 1480, France 1481, France 1482, France 1483, France 1484, France 1485, France 1486, France 1487, France 1488, France 1489, France 1490, France 1491, France 1492, France 1493, France 1494, France 1495, France 1496, France 1497, France 1498, France 1499, France 1500, France 1501, France 1502, France 1503, France 1504, France 1505, France 1506, France 1507, France 1508, France 1509, France 1510, France 1511, France 1512, France 1513, France 1514, France 1515, France 1516, France 1517, France 1518, France 1519, France 1520, France 1521, France 1522, France 1523, France 1524, France 1525, France 1526, France 1527, France 1528, France 1529, France 1530, France 1531, France 1532, France 1533, France 1534, France 1535, France 1536, France 1537, France 1538, France 1539, France 1540, France 1541, France 1542, France 1543, France 1544, France 1545, France 1546, France 1547, France 1548, France 1549, France 1550, France 1551, France 1552, France 1553, France 1554, France 1555, France 1556, France 1557, France 1558, France 1559, France 1560, France 1561, France 1562, France 1563, France 1564, France 1565, France 1566, France 1567, France 1568, France 1569, France 1570, France 1571, France 1572, France 1573, France 1574, France

ALA TÊLE DE SOIR

FRANCE 1

21h10. HPI. Série L'effet réseau. Froid de canard.
23h30. HPI. Série 2300 calories. Chalou / Pas chelou.

FRANCE 2

21h05. Envoys spécial. Magazine. 3 reportages.
22h55. Complément d'enquête. Magazine. Donald Trump, la stratégie du chaos. Présenté par Tristan Leclercx.

FRANCE 3

21h05. Meurtres à Lille. Téléfilm. Avec Anneliese Hesme, Loup-Denis Elion.
22h50. La France en viral. Documentaire.

CANAL+

21h00. Site. Série Les gardiens de la flamme. Hanna.
22h35. Les génies de la nature en Afrique du Sud. Documentaire.

ARTS

20h55. Miam. Série Mars Avril Juin Juillet Septembre. Novembre.
23h45. Brad Pitt. Documentaire. La revanche d'un blond.

M6

21h10. Red 2. Comédie. Avec Bruce Willis, John Malkovich.
23h15. Red. Comédie. Avec Bruce Willis, Morgan Freeman.

FRANCE 4

21h00. Ibrahim Maalouf à l'Accor Hôtel Arena. Concert.
23h00. Flavia Coelho. Concert. Les estivalles de Culturebox 2023.

FRANCE 5

21h10. Expédition Pétra : sur la piste des Nabatéens. Documentaire. 22h45.
C ce soir. Magazine.

PARIS PREMIERE

21h00. Robocop. Action. Avec Joel Kinnaman, Michael Keaton.
23h00. Creepshow. Série. 4 épisodes.

TF1

21h25. Le Hobbit : la bataille des cinq armées. Aventures. Avec Martin Freeman, Ian McKellen.
23h50. 90' Enquêtes. Magazine.

M6

21h10. Ne le dis à personne. Thriller. Avec François Cluzet, Marie-Josée Croze.
23h30. Maquillage d'action. Magazine.

M6

21h10. Fan des années 80. Magazine. 1985. Année 1986.
22h50. Fan des années 80. Magazine.

M6

21h20. Ya que la vérité qui compte. Divertissement.
23h15. Ya que la vérité qui compte. Divertissement.

TFX

21h05. Tattoo Cover : Sauveurs de tatouages. Télé-réalité.
23h20. Tattoo Cover : Sauveurs de tatouages.

CINÉ

21h10. Non-stop. Thriller. Avec Liam Neeson, Julianne Moore.
23h30. Star Trek sans limites. Film.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. New York section criminelle. Série. La malediction du livre. Chantage sur internet.
22h45. New York, section criminelle. Série.

TF1

21h10. Les Reines de la route. Documentaire. 2 épisodes.
23h20. Les Reines de la route.

CHÂTEAU

21h05. La belle époque. Comédie dramatique. Avec Daniel Auteuil.
23h25. Parents d'élèves. Film.

RMCTORY

21h10. 100 jours avec les secours. Documentaire. Samu de Bourgogne : course contre la montre pour sauver des vies.
22h40. 100 jours avec les secours. Documentaire.

LCP

20h30. Rembob'ina. Magazine. Le débarquement de Normandie, 80 ans après.
22h00. Sans Public.

Libération

www.liberation.fr
 113, avenue de Choisy,
 75013 Paris
 tél : 01 88 47 98 80
 contact@liberation.fr

Edité par la SARL
 Libération
 SARL au capital
 de 23 243 662 €
 113, avenue de Choisy,
 75013 Paris
 RCS Paris 382 028 199

Principal actionnaire
 Presse Indépendante SAS

Copiréants
 Dov Alfon,
 Amandine Bascul Romeu

Directeur de la publication
 Dov Alfon

Directeur de la rédaction
 Dov Alfon

Directeur délégué
 de la rédaction
 Paul Guinio

Directrices adjointes
 de la rédaction
 Sébastien Aubert,
 Lauren Provost,
 Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
 Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
 Michel Becquembos
 (spéciaux), Frédéric
 Bezanat (proposés),
 Laure Bretton (J.O.),
 Gilles Druet (salons web),
 Christian Lesson
 (enquête), Eve Rogier (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
 Liban Almaguera (France),
 Anne-Laure Barre
 (environnement),
 Lionel Charrier (photo),
 Cecile Dumas (L),
 Sonia Delessalle-Stolper
 (monde), Fabrice Drouzy
 (suppléments),
 Yoann Duval (forums),
 Matthieu Ecoffier (dées),
 Quentin Girard
 (procès de vie),
 Cedric Mathot
 (checknews),
 Camille Penguin (actu),
 Didier Peron (culture)

ABONNEMENTS
 Site : abo.liberation.fr
 abonnement@liberation.fr
 tarif abonnement 1 an
 France métropolitaine. 384 €
 tél : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
 Libe plus
 113, avenue de Choisy,
 75013 Paris
 publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
 4 CARNET
 10, bd de Grenelle
 75015 Paris
 tél : 01 87 39 80 20
 annonces@lesamedia.fr

IMPRESSION
 Midi Print (Gallargues),
 FOP (La Courmeille),
 Nancy Print (Nancy),
 CJA (Reno)
 Imprime en France

ACPM
 LE 100%
 D'ÉCOLE

Membre de l'ACPM.
 CPPAF. 1125 C 80064.
 ISSN 0335-1793
 Origine du papier : France
 Taux de fibres recyclées :
 100 % Papier détenteur de
 l'Eco-label européen
 N° F1/07/01

Indicateur
 d'autoprospection :
 P107 0026 kg/t de papier
 La responsabilité du
 journal ne saurait être
 engagée en cas de non
 restitution de documents.
 Pour joindre un journaliste
 par mail : info@liberation.fr



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

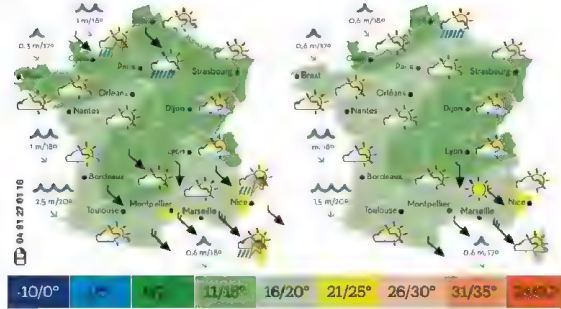
4	6	3	7	2	5	8	9	1
8	7	1	3	9	4	5	2	6
9	2	5	8	6	1	4	7	3
1	3	7	4	5	8	2	6	9
2	4	6	9	1	3	7	5	8
5	8	6	1	2	3	7	4	9
3	9	4	2	8	6	7	1	5
6	8	1	4	7	9	3	2	5
7	1	2	5	3	9	6	8	4

DIFFICILE

4	5	7	6	3	9	1	2	8
2	8	6	9	1	5	3	4	7
9	1	3	2	4	5	7	8	6
1	8	4	5	7	2	3	6	9
2	5	7	1	3	9	8	4	5
5	9	4	6	8	3	2	1	7
3	9	1	6	7	2	5	8	4
6	2	8	3	5	4	9	8	1
5	4	5	9	1	8	7	2	3

JEUDI 12

Grande fraîcheur, éclaircies au Nord.
 Ciel plus nuageux au Sud et en particulier
 sur les reliefs. Mistral et tramontane soufflent
 fortement. Risque orageux en Corse.
L'APRÈS-MIDI Temps variable avec des
 griboulées sur la moitié Nord-Est et en
 montagne. Belles éclaircies à l'Ouest.
 Vent très fort du Sud-Est et soleil.
 Orageux en Corse.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	8	14	Lyon	12	15	Alger	20	26
Caen	10	15	Bordeaux	13	18	Berlin	9	16
Brest	11	15	Toulouse	14	18	Bruxelles	8	14
Nantes	9	16	Montpellier	16	21	Jérusalem	24	32
Paris	9	15	Marseille	17	20	London	7	13
Strasbourg	9	14	Nice	21	25	Madrid	16	26
Dijon	9	15	Ajaccio	20	21	New York	15	24

IDÉES/

Benjamin Stora

«Du silence des Algériens qui ont combattu pour l'indépendance est né un trou de mémoire»

L'historien publie ce jeudi une BD sur l'histoire complexe de la présence algérienne en France au cours du XX^e siècle, illustrée par les dessins de Nicolas Le Scanff. Avec l'objectif de panser les plaies du passé.

Recueilli par
LÉA MASSEGUIN

Rendre accessible au plus grand nombre l'histoire de l'immigration algérienne en France. Combattre les stéréotypes autour des Algériens, longtemps considérés comme des «hommes sans nom» dans l'Hexagone. Eduquer la jeunesse, trop longtemps privée de mémoire. C'est le pari que se sont lancés l'historien Benjamin Stora et le dessinateur Nicolas Le Scanff avec leur bande dessinée *les Algériens en France. Une histoire de générations* (la Découverte) en kiosques ce jeudi. À travers les destins croisés de trois participants à une marche antiraciste organisée dans les années 80, l'ouvrage retrace la vie de ces Algériens et Algériennes, privés de droits lors de la période coloniale, qui ont quitté leur terre natale pour la France au cours du XX^e siècle. Une manière, pour les enfants d'immigrés, de comprendre cette histoire singulière et de «soigner les blessures du passé», selon Benjamin Stora.

Votre bande dessinée est la première du genre à offrir un récit sur le temps long de l'immigration algérienne en France. Pourquoi cette histoire est-elle si peu documentée ?

L'histoire de cette immigration est très singulière et complexe. Déjà parce qu'il est difficile de savoir comment appeler les Algériens en France. Si on revient au point de départ, les Algériens ne sont pas des immigrés dans la mesure où l'Algérie était considérée comme rattachée à la France, composée de trois départements. Ceux qui arrivaient en métropole au cours de la Première Guerre mondiale n'étaient de fait pas considérés comme des étrangers au même titre que les Espagnols, les Polonais ou les Italiens. Là où ça se complique, c'est qu'ils n'étaient pas non plus considérés comme des sujets coloniaux comme les Marocains ou les Indochinois. Résultat : les Algériens, ni étrangers ni français, étaient des hommes sans nom et invisibles jusque dans les années 50. Pour vous donner une image : quand j'ai quitté l'Algérie pour la France en 1962, je connaissais moins bien la société française que des Algériens arrivés quinze ans plus tôt et qui n'avaient pas la nationalité française. C'est surréaliste. Alors, qui étaient-ils en vérité ? On

les appelait les «Nord-Africains», ce qui ne veut rien dire. Avec Nicolas Le Scanff, nous avons donc dû surmonter une première difficulté de méthode dans le titre et l'écriture du scénario de notre bande dessinée : *les Algériens en France*, et non pas *les Immigrés algériens en France*. Parce que les Algériens sont devenus des Algériens à partir de l'indépendance. Pour raconter cette histoire, nous avons fait le choix de partir d'un événement du présent, à savoir la Marche des beurs / *Marche antiraciste organisée en 1983*, ndlr, un événement historique qui était aussi le mien, étant à cette époque un militant politique très engagé.

Vous balayez donc le stéréotype selon lequel la présence algérienne dans l'Hexagone a débuté avec la guerre d'Algérie...

Plusieurs clichés sont combattus dans cette histoire. Le premier concerne effectivement l'arrivée en France des «Nord-Africains» durant la guerre d'Algérie, alors qu'ils étaient déjà présents massivement sur le territoire : environ 100 000 durant l'entre-deux-guerres,

dont près de 90% de Kabyles. En arrivant dans l'Hexagone, les soldats algériens recrutés durant la Première Guerre mondiale ont découvert une société française beaucoup moins raciste que la société coloniale qu'ils connaissaient. Beaucoup d'entre eux sont ainsi retournés dans le pays dans

lequel ils ont connu le droit ouvrier, le socialisme ou encore la République – qui n'existaient pas dans la société coloniale. Les relations amoureuses avec les Françaises ont également joué un rôle important, notamment pour des raisons économiques, puisque les Algériens n'avaient pas le droit d'investir eux-mêmes dans des commerces. Les femmes de Messali Hadj et de Ferhat Abbas, les deux principaux grands leaders du nationalisme algérien, étaient d'ailleurs françaises.

Le second stéréotype que j'ai voulu combattre est celui de cet immigré écrasé de sommeil qui travaille et qui dort, ce qui ne correspond pas tout à fait à la vérité historique. Il s'agissait plutôt d'hommes qui travaillent et s'engagent. L'activité militante et culturelle à l'époque était très importante.

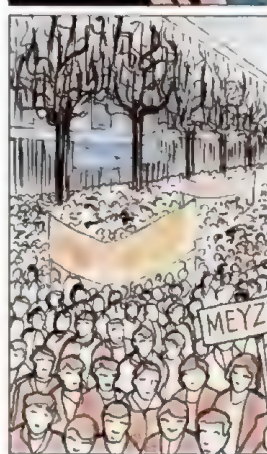
Quelle était la force de l'engagement politique des Algériens en France à cette époque ?

La quasi-totalité des Algériens en France étaient en faveur de l'indépendance de l'Algérie. D'où leur engagement massif dans les premières organisations nationalistes telles que l'Etoile nord-africaine, le Parti du peuple algérien à travers la personnalité de Messali Hadj, la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN) ou le Mouvement national algérien (MNA). Les cafés, où l'on se réunissait pour discuter de politique, trouver du travail ou prendre des nouvelles du pays, ont joué un rôle primordial à cette époque. L'engagement politique, la lutte anticolonialiste et le nationalisme leur ont

justement permis de récupérer leur identité, d'appartenir à une nation. De nombreuses personnalités françaises ont également soutenu le peuple algérien, que ce soit dans les années 30 (les trotskistes, les anarchistes, les syndicalistes, les surréalistes...) ou pendant la guerre d'Algérie (Gisèle Halimi,



MARSEILLE, 15 OCT



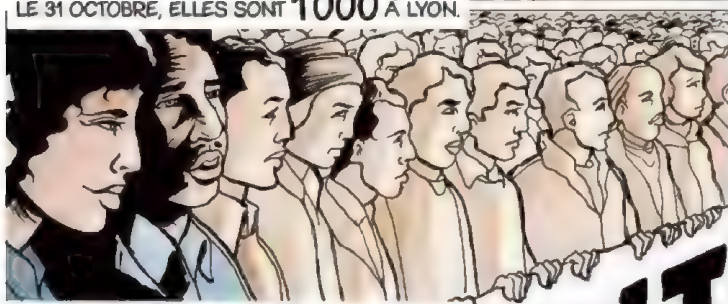
INTERVIEW



1983, 32 PERSONNES ENTAMENT LA « MARCHÉ DES BEURS ».



LE 31 OCTOBRE, ELLES SONT 1 000 À LYON.



LE 10 NOVEMBRE, 60 000 À STRASBOURG.



LE 3 DÉCEMBRE, 100 000 À PARIS.

Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir...). Il fallait donc raconter cette histoire à travers cette force de l'engagement, qui s'est beaucoup perdue.

Pourquoi vous êtes-vous tourné vers la bande dessinée ?

Je souhaitais adapter et vulgariser mon travail académique d'historien

dans la culture populaire, et ainsi toucher le plus grand nombre, en particulier la nouvelle génération. Cet ouvrage est avant tout destiné à la jeunesse, souvent privée de mémoire. Comment raconter l'histoire d'hommes sans nom, qui sont des militants anticolonialistes et qui ensuite restent en France ? Il

s'agit d'une histoire très compliquée. Les Algériens qui ont combattu pour l'indépendance ont eu du mal à transmettre cette histoire, de ce silence est né un trou de mémoire. Avec cette bande dessinée, mon objectif est de retrouver cette mémoire perdue.

Pourquoi raconter cette histoire

Planche
de la BD
des Algériens
en France

«Cet ouvrage est avant tout destiné à la jeunesse [...]. Comment raconter l'histoire d'hommes qui sont des militants anticolonialistes et qui ensuite restent en France?»

à travers un récit intergénérationnel ?

Ces trois ou quatre générations sont intergénérationnelles, elles ne peuvent pas se comprendre l'une sans l'autre. La complexité des origines de la nouvelle génération ne se comprend que par cette passerelle. Comment rester fidèle à la mémoire de son père ou de son grand-père, qui a combattu pour l'indépendance de l'Algérie, tout en vivant comme un Français à part entière ? Faire le tri entre la France coloniale et la société française est une tâche très difficile. Seules des mémoires qui s'entrechoient peuvent permettre de comprendre cette contradiction. Vous évoquez également les violences et la répression policière dont ont été victimes les Algériens en France...

Je reviens bien sûr sur le massacre du 17 octobre 1961 ou l'attentat du 14 décembre 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille, qui ont longtemps été occultés par la France, mais aussi quelques fois par l'Algérie. Mais je mentionne également d'autres dates beaucoup moins connues, comme le 14 juillet 1953, lors duquel la police française a ouvert le feu sur une grande manifestation d'ouvriers algériens, coûtant la vie à de nombreuses personnes. Une autre date, le 9 mars 1956, n'est pas mentionnée dans l'ouvrage mais mérite également d'être reconnue. Il s'agit d'une répression très violente d'une manifestation d'Algériens devant le Palais-Bourbon lors du vote d'une loi sur les pouvoirs spéciaux en Algérie, qui autorisait l'envoi de contingents dans les zones dites «interdites». Hors de ces zones, deux millions de paysans algériens ont ainsi été déplacés de force dans des villages artificiels contrôlés par l'armée, et interdits de revenir dans ces territoires, sous peine d'être abattus. Ces mesures ont conduit à une explosion du nombre de départs d'Algériens vers la France, multiplié par deux durant la guerre. Pour rapprocher les deux pays,

vous aviez recommandé une vingtaine de mesures à Emmanuel Macron lors de la remise de votre rapport, en janvier 2021, sur la réconciliation des mémoires...

Lorsque j'ai rencontré Emmanuel Macron pour la première fois, avant la campagne présidentielle de 2017, je lui avais dit que la seule chose à faire pour atténuer les blessures était de mettre en place des mesures symboliques. On ne peut pas réparer cent trente-deux années de présence coloniale d'un seul coup, par un seul discours. Le traumatisme est gigantesque, et concerne des millions de personnes, car il faut évoquer aussi le départ des pieds-noirs ou les massacres de harkis. Je lui ai notamment suggéré d'ouvrir les archives et de reconnaître la responsabilité de la France dans le meurtre de Maurice Audin (mathématicien torturé et assassiné à l'âge de 25 ans par l'armée française pendant la bataille d'Alger, en 1957, ndr) ou d'Ali Boumedjell. C'est ce qu'il a fait. Il faut avancer pas à pas, mais c'est déjà considérable.

Où en sont les travaux de la commission mixte chargée d'étudier les archives des deux pays portant sur la période coloniale, lancés par Emmanuel Macron et le président algérien Abdelmadjid Tebboune ?

Cinq rencontres ont déjà eu lieu avec nos homologues algériens. Nous avons commencé à établir des chronologies en partant du XIX^e siècle, lors de la pénétration coloniale, qui a conduit au viol d'une histoire, d'une nation, mais aussi à une dépossession foncière et identitaire. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui, je l'espère, ne pâtira pas de la crise diplomatique actuelle entre les deux États. Il faut néanmoins continuer à investir matériellement et financièrement dans les travaux de cette commission pour pouvoir soigner les blessures du passé.



BENJAMIN STORA
ET NICOLAS
LE SCANFF
**LES ALGÉRIENS
EN FRANCE**
La Découverte,
144 pp., 23 €.



La Gay Pride organisée par le Comité d'urgence anti-répressement homosexuelle, le 4 avril 1981, à Paris. PHOTO PATRICK DE NOIRMONT. AFP

Homosexualité: ceux qui ont eu du courage, et les autres

Selon le juriste Daniel Borrillo, il ne faut pas minimiser la portée du vote de Michel Barnier contre la dépenalisation de l'homosexualité portée par Robert Badinter. En 1982, le député ne s'est pas opposé à la croisade de la droite, «en continuité avec la politique familialiste de Vichy».

La controverse actuelle sur l'opposition du Premier ministre à la dépenalisation totale de l'homosexualité en 1981, lorsqu'il était jeune député, mérite à la fois une mise au point historique de la question et un hommage à ceux et celles qui, dans le passé, ont eu le courage de faire avancer les droits fondamentaux.

Rappelons-nous que la naissante lutte pour la dépenalisation de l'homosexualité, en Allemagne au début du XX^e siècle, s'est interrompue brutalement avec la prise du pouvoir par les nazis. Les peines contre les homosexuels se sont durcies, le paragraphe 175 du code pénal allemand (héritier du

code prussien) prévoyait jusqu'à dix ans de prison et même les manifestations d'affection (se tenir par la main ou s'embrasser dans la rue...) entre deux personnes de même sexe pouvaient conduire au cachot. Dès 1936, les homosexuels furent envoyés en masse dans les camps de concentration auxquels très peu survécurent. Si l'on estime à quinze mille le nombre d'homosexuels victimes des camps de concentration, il semble raisonnable, d'après Frank Rector, de considérer qu'environ cinq cent mille homosexuels ont trouvé la mort dans les prisons, les exécutions sommaires ou lors de traitements expérimentaux. Paradoxalement, la propagande communiste n'a eu de cesse d'identifier l'homosexualité à une «perversion fasciste».

MAUVAISE MORALITÉ

Dans ce contexte, le 6 août 1942, quelques mois après la promulgation de la loi sur le statut des Juifs, la France réintroduit une disposition pénalisant l'homosexualité. En effet, le maréchal Pétain modifia le code pénal en insérant le délit des «actes impudiques et contre nature avec un mineur de 21 ans ayant le même sexe que l'auteur», alors que pour les actes hétérosexuels, la ma-

jorité était établie à 13 ans. En 1945, à la Libération, le général de Gaulle, en continuité avec la politique familialiste de Vichy, maintiendra cette incrimination en la replaçant dans le chapitre des «attentats aux mœurs» (art. 331 al. 2). De plus, en 1946, l'article 16 de la loi relative au statut général des fonctionnaires stipulait que: «Nul ne peut être nommé à un emploi public s'il n'est de bonne moralité.» Un article du code du travail établissait, lui, que: «Le maître doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison soit au-dehors, et avertir ses parents [...] des penchants vicieux qu'il pourrait manifester», permettant ainsi de justifier les licenciements pour mauvaise moralité. Quatorze ans plus tard, le 18 juillet

1960, le député gaulliste Paul Mirguet défend son amendement à la loi relative à la lutte contre certains fléaux sociaux parmi lesquels il introduit l'homosexualité. En 1968, la France adopte officiellement la classification de l'OMS, qui fait de l'homosexualité une maladie mentale. Et la droite continue sa croisade homophobe. Le 11 avril 1980, un autre député gaulliste, Jean Foyer fait voter un amendement créant la catégorie «d'outrage public à la pudeur prenant la forme d'un acte contre nature avec un individu de même sexe».

UN COMBAT ACHARNÉ

Ainsi, durant la période allant de 1960 à 1980, deux incriminations spécifiques concernent l'homosexualité: «d'outrage public» de l'art. 330-2 et «des actes impudiques contre nature» de l'art. 331-2. De ce fait, un acte sexuel consenti entre deux personnes du même sexe de 17 ans était sévèrement réprimé alors qu'un acte sexuel entre un homme mûr et une fille de 15 ans était considéré comme parfaitement légal. Alors que certains aujourd'hui ont tendance à minimiser sa gravité, la suppression du deuxième alinéa de l'article 331 a suscité de longs et difficiles débats entre le 20 décembre 1981 et

le 4 août 1982 lorsque la loi rétablit finalement l'égalité face à la norme pénale en ne distinguant plus entre le caractère hétérosexuel et homosexuel de la relation entre un majeur et un mineur de 15 ans. Après la disparition du crime de sodomie en 1791, l'abrogation du dernier texte pénal stigmatisant les relations sexuelles entre individus de même sexe consacre pleinement la dépenalisation de l'homosexualité en France.

Ce processus est le fruit d'un combat acharné du mouvement LGBT accompagné du courage politique de Robert Badinter, de Raymond Forni et de Gisèle Halimi notamment. Comme l'a remarquablement souligné cette dernière lors du débat parlementaire: «Notre démarche signifie clairement que la loi ne doit pas intervenir dans le choix le plus intime et finalement les plus fondamentaux de l'individu: celui de la sexualité.» Et à Badinter d'argumenter: «La leçon de l'histoire et celle de la réalité judiciaire se rejoignent ainsi. L'incrimination pénale de l'homosexualité, même s'agissant des mineurs de 15 à 18 ans, ne relève pas des exigences de la sûreté publique. Elle relève bien d'un choix idéologique.»

Michel Barnier, en votant contre la loi, avait fait un autre choix, celui de sa famille politique, le RPR, qui en parfaite continuité avec Vichy – un comble pour ceux qui se réclamaient du gaullisme – s'est toujours opposée à l'avancée des droits pour les personnes, les couples et les familles LGBT. Le Premier ministre est-il «homophobe»? On peut probablement le créditer d'avoir évolué comme bon nombre de ses collègues de la droite réactionnaire qui, après avoir juré qu'ils abrogeraient le pacs ou le mariage pour tous, ont finalement changé d'avis, reconnaissant que ces avancées pour l'égalité des droits n'ont en rien sapé les «fondements de la société». Mais une chose est sûre, le jeune Barnier a été en 1982 l'auteur d'un vote homophobe pour «protéger les adolescents des homosexuels prédateurs» et les valeurs familialistes. S'il ne l'a pas fait par conviction mais par prudence, alors sa prudence (quand la prudence est partout, le courage n'est nulle part, dit le proverbe) ne doit nullement éclipser le courage de ceux et celles qui dans l'Hémicycle et dans la rue se sont battus pour la liberté. ♦

Dernier ouvrage paru: *la Morale ou le Droit ?* (Harmattan, 2023).

Par
DANIEL BORRILLO



Juriste

IDÉES/



CHRONIQUE

Par
MICHAËL FESSEL
Professeur de philosophie à l'École polytechnique

Après les jeux, le pain

A l'opposé de la formule ironique du poète romain Juvénal, s'il fallait reprocher quelque chose, non aux JO, mais à leurs instrumentalisation politiciennes, c'est d'avoir voulu faire croire que la fête masque les urgences sociales. Or, même réussies, les allégresses populaires n'aveuglent pas sur les nécessités matérielles du présent.

Maintenant que les Jeux olympiques et paralympiques sont terminés, et que la France entre à nouveau dans l'ordinaire des jours, il est possible de revenir sur un jugement très répandu avant leur organisation. *Pain et des jeux* : on a souvent cité cette formule ironique du poète romain Juvénal afin de mettre en cause l'engouement populaire pour ce qui n'est qu'une manifestation sportive.

Emmanuel Macron a contribué à redonner du sens à ce jugement lorsqu'il a érigé les JO en obstacle quasi-constitutionnel à la nomination d'un Premier ministre. Cette dernière n'était pourtant devenue nécessaire qu'à la suite d'une dissolution qu'il avait décidée seul : cela a contribué à ériger les Jeux en prétexte pour divertir le peuple des urgences politiques du moment.

De l'avis général, les Jeux olympiques se sont pourtant bien passés, relativisant la portée des instrumentalisation dont ils ont fait l'objet. La critique des jeux par Juvénal est de type aristocratique : le poète stigmatisait le peuple romain qui, alors qu'il était menacé par les invasions barbares, se consacrait aux plaisirs superflus que lui offrait le pouvoir. Un grand nombre des critiques des JO, surtout lorsqu'elles venaient de l'extrême droite, ont repris ce genre d'accusations.

Un premier démenti a été apporté par l'enthousiasme populaire qui a accompagné les festivités et dont il n'y a aucune raison de penser qu'il n'avait rien de politique. Pendant quelques semaines, une majorité de Français a pu constater que la décadence de la France n'est pas un destin. Dans ce contexte, la joie publique n'est pas un simple divertissement destiné à égarer les foules : elle contredit par l'expérience les jugements les plus pessimistes.

Plus important encore, la presse internationale a de manière quasiment unanime salué la réussite de cette manifestation. L'argument de Juvénal selon lequel les jeux, et plus généralement tout ce qui relève des plaisirs civils, témoignent de l'oubli de la grandeur impériale ou nationale a été démenti par les faits. Même ceux qui sont indifférents au sport ou à ses mises en scène spectaculaires.

Pendant quelques semaines, une majorité de Français a pu constater que la décadence de la France n'est pas un destin.

res ont dû reconnaître que la France a étonné. Peut-être parce que le monde s'attendait à voir échouer une nation que ses défenseurs autoproclamés ne cessent de déclarer au bord du précipice. Qu'un pays soit reconnu dans sa capacité à organiser des festivités n'a pourtant rien de superficiel ni d'antipolitique. Presque autant que par ses proclamations égalitaires, la Révolution française s'est fait connaître au monde par ses fêtes.

Une fois les Jeux terminés, reste le deuxième aspect de la critique de Juvénal. En stigmatisant le «pain» que le pouvoir romain offrait au peuple, le poète s'est fait le premier critique de l'assistanat. Il reprochait en somme à l'Empire décadent d'acheter la paix sociale, non seu-

lement en organisant des festivités, mais en se préoccupant trop du bien-être matériel des citoyens. Dans une perspective ascétique où le pouvoir se réduit à la grandeur, le pain apparaît politiquement aussi superflu que les jeux. Seul un peuple qui a déjà renoncé à sa puissance peut se soucier de choses aussi basses.

Sur ce point aussi, Juvénal et ses admirateurs contemporains ont tort. S'il fallait reprocher quelque chose, non aux Jeux olympiques, mais à leurs instrumentalisation politiciennes, c'est plutôt d'avoir voulu faire croire que la fête masque les urgences sociales. Or, même réussies, les allégresses populaires ne suffisent pas à transformer la politique en un spectacle qui abolit les différences économiques et

relègue au second plan les considérations sociales. L'accueil mitigé que les spectateurs ont réservé aux dirigeants politiques pendant les Jeux indiquait déjà que les joies collectives n'aveuglent pas sur les nécessités matérielles du présent.

Juvénal n'aurait certainement pas acquiescé au slogan du Front populaire de 1936 : «Pain, paix, liberté.» Le premier de ces objectifs, au moins, lui aurait semblé trop terre à terre. Le propre d'une politique démocratique est, à l'inverse, d'oser réclamer l'union entre le respect des grands principes (paix, liberté) et la satisfaction des désirs nécessaires (pain) comme des plaisirs futiles (jeux). Sur ce point, il y a encore du chemin à faire. ♦




Retraites : peut-on «suspendre» la réforme avant de la rediscuter ?

Où en est la «commission d'enquête populaire» sur les Jeux olympiques et paralympiques ?

Pornhub a-t-il retiré toutes les vidéos avec le mot-clé «dormir» à cause du procès de Mazan ?

Un tiers des arrêts de travail sont-ils vraiment injustifiés ?



Vous demandez

nous vérifions

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN

LIVRES/

Axel Honneth, la démocratie au travail

Théoricien du concept de «reconnaissance», le philosophe et sociologue allemand, membre de l'Ecole de Francfort, problématise dans son dernier livre les liens entre l'organisation du travail social, soumise à de fortes mutations, et la vie démocratique de nos sociétés.

Par
ROBERT MAGGIORI

Si dans un chantier les maçons réclament une augmentation de salaire, un allongement de la pause déjeuner ou une sécurisation des échafaudages, le chef d'entreprise sait à quoi s'en tenir, et satisfait ou non aux demandes. Il serait plus embarrassé s'il se trouvait devant une colère diffuse par laquelle ils revendiqueraient d'être dignement traités, devantage considérés et respectés. Cette difficulté à saisir, dans les conflits sociaux, l'importance des revendications moralement justifiées a été celle qui a empêtré (et empêtre) toute la classe politique, sinon les syndicats eux-mêmes (voir les gilets jaunes). La philosophie et les sciences sociales avaient pourtant, depuis belle lurette, souligné les dangers de cette méconnaissance, payée au prix de la violence des mobilisations. Un seul exemple: le travail du sociologue et philosophe Axel Hon-

neth (*Ce que social veut dire, Critique du pouvoir, la Société du mépris, Un monde de déchirements, le Droit de la liberté...*), qui a mis au centre de son œuvre le concept de «reconnaissance», indiquant que les acteurs les moins privilégiés dans la société souffrent certes de n'avoir ni biens ni pouvoir – mais peut-être surtout de ne pas être reconnus dans ce qu'ils sont et font, d'être ignorés, humiliés.

Le théoricien d'Essen publie aujourd'hui le *Souverain laborieux*, une «théorie normative du travail», qui ajoutera des éléments de réflexion inédits à un thème certes mobilisateur mais le plus souvent traité dans le champ économique, et seulement indexé – on l'a constaté lors des manifestations contre le report de l'âge de la retraite – aux questions de rémunération, de pénibilité, de temps, etc. Honneth en appelle, lui, à certains principes moraux, et problématise le lien étroit qui existe «entre l'organisation du travail social et

les conditions de participation démocratiques».

«Professor of Humanities» au département de philosophie de l'université Columbia, à New York, et professeur de philosophie sociale à l'université Goethe de Francfort – où il a succédé à Jürgen Habermas –, Axel Honneth dirige depuis 2001 l'Institut de recherche sociale, à savoir la «maison» de l'Ecole de Francfort. Il en représente la troisième génération, venant après celle des «pères» de la théorie critique (Max Horkheimer, Theodor Adorno), après celle de Habermas et avant celle qui incarne à présent Rahel Jaeggi ou Hartmut Rosa.

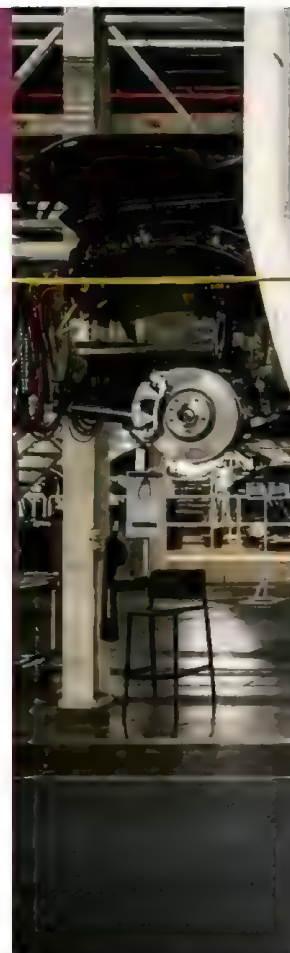
GRAMMAIRE MORALE

Par la notion de reconnaissance, Honneth n'entendait pas, évidemment, passer sur les conditions matérielles du travail... Mais il proposait d'aller de là à une sorte de grammaire morale des conflits sociaux. Si l'ordre social se forme

avant tout par le truchement des luttes, alors, de cette interaction tendue, dont la visée est l'égalité, il faut considérer tant les facteurs économiques que les valeurs et les principes éthiques auxquels sont attachés les protagonistes, avec leur «vécu» et leur faculté de collaborer avec les autres. Or comment susciter une «collaboration» qui soit au bénéfice de tous et puisse se cristalliser dans des projets de société juste? Le travail peut-il être un levier adéquat? Au fond, le peuple souverain, dans une démocratie, n'est pas seulement constitué par des personnes qui votent, mais aussi des personnes qui dans leur majorité travaillent. Le peuple est le *Souverain laborieux*: le travail constitue-t-il alors le sol sur lequel les individus éprouvent chaque jour le sentiment de faire partie d'une même société, perçue comme «entreprise commune»? On sait que, dans la réalité, les choses ne sont pas idylliques (et ne l'ont jamais été: «toutes les activités qui pouvaient passer pour du travail étaient étroi-

tement associées à la pure nécessité, à la peine humiliante et à un statut d'infériorité sociale»), et que la compétition, l'exploitation ruinent toute coopération. Mais il vaut quand même la peine, d'un point de vue normatif, de réfléchir à ce que devrait être une bonne organisation du travail social pour pouvoir saisir les conditions auxquelles celle-ci favoriserait la formation d'une volonté démocratique.

Honneth cherche d'abord à savoir ce qui, historiquement, a été considéré «comme particulièrement erroné, indésirable ou immoral dans l'organisation existante du travail». Il identifie ainsi (allant de Marx à Rawls, de Hegel à Durkheim, de Adam Smith à Dewey...) trois «paradigmes» principaux. Le premier, issu de la critique de l'aliénation, indique que «le travail social n'est bien organisé que lorsque tous les employés ont la possibilité de réaliser dans leur activité des facultés exclusivement humaines, telles que l'instauration rationnelle de fins,





A l'issue de la conférence
de Sochaux (Doubs),
le 13 septembre 2023.
PHOTO RAPHAËL HELLER
SIGNATURES

il souligne aussi la dangerosité de ces formes de «travail», dynamisées par Internet, qui, à l'inverse, érodent le lien entre travail social et démocratie, ces «bullshit jobs» (David Graeber) qu'exercent *advisors* financiers et autres acteurs de la «finance toxique», télé-marketeurs, lobbyistes, activistes de la «propagande occulte», opérateurs de la *gig economy*, du *lean manufacturing*, de la surveillance algorithmique...

Honneth dresse ensuite un tableau de l'évolution de la forme-travail depuis le XIX^e siècle. Il insiste sur les mutations introduites de nos jours par l'informatisation des moyens de production, de création et de communication, et leurs conséquences: isolement (télétravail), atomisation, perte du caractère artisanal ou manuel («se multiplieront à l'avenir des tâches qui exigeront avant tout l'activité mentale, symbolique, de l'œil, qui remplacera dès lors la main comme organe principal de travail»), marchandisation croissante des services sociaux et des services domestiques, dérégulation et précarisation du travail... On découvre les solutions qu'il envisage pour combler le «fosse» de plus en plus profond «entre la revendication de participation démocratique et les occasions réelles qu'ont les travailleurs de la mettre en pratique». Mais on lui reconnaîtra le mérite de remettre le travail, dont on annonçait la «fin», au centre du débat public. Le philosophe avait déjà montré qu'une société, si elle ne peut atteindre la justice en supprimant les inégalités, est d'autant plus juste qu'elle est moins une «société du mépris» et qu'elle s'organise de façon à pouvoir donner une voix à tous ceux et celles qui ne se sentent ni entendus ni «reconnus». Avec le *Souverain Laborieux*, il allonge le pas: une société n'a de chance de demeurer démocratique que si la division du travail crée des rapports de coopération eux-mêmes «démocratiques», justes, égalitaires, enrichissants, dans lesquels nul ne se sentira dévalorisé, inutile, et où tous se sentiront part du «souverain». On en est loin – et Axel Honneth le sait bien: «C'est un climat de résistance angoissée et d'acceptation tacite qui semble régner sur le monde du travail», comme si s'était déposée sur lui une sorte de «moisissure». Mais la moisissure ne croît que si personne ne s'en soucie. ►

AXEL HONNETH
**LE SOUVERAIN LABORIEUX
UNE THÉORIE NORMATIVE
DU TRAVAIL**

Traduit de l'allemand
par Pierre Ruch et Frédéric Joly,
Gallimard / NRF Essais, 288 pp.,
23 € (ebook 16,99 €)

l'agir coopératif et l'élaboration créative des matériaux». Le deuxième, corrélat à la notion d'autonomie, établit comme principe que «le travail social n'est organisé de manière convenable, équitable ou justifiée, qu'à partir du moment où les employés ne sont plus livrés au pouvoir arbitraire des chefs d'entreprise ou des employeurs». Le troisième, relatif à la démocratie, donne au travail un «but supérieur»: œuvrer à la «formation de la volonté politique de toutes les citoyennes et de tous les citoyens d'une communauté». Le sociologue se livre ensuite à un examen serré de ces trois paradigmes, y séparant le bon grain de l'ivraie, et retient que le dernier est le plus décisif, dans la mesure où il exige de répondre à certaines attentes morales. Par exemple: «Les tâches interconnectées en fonction de la division du travail [...] doivent satisfaire à la condition normative de fournir à tous les employés la mesure de confiance en soi, de savoir, de dignité nécessaire pour pouvoir participer

sans honte ni angoisse à la formation de l'opinion au niveau de l'ensemble de la société.» À partir de là, sont proposées cinq «valeurs piliers» au-dessous desquelles l'activité professionnelle ne

«Le travail social n'est organisé de manière convenable, équitable ou justifiée, qu'à partir du moment où les employés ne sont plus livrés au pouvoir arbitraire des employeurs.»

Axel Honneth

permettrait pas de prendre part à la formation démocratique de la volonté. D'abord l'«indépendance économique», garantissant la «confiance existentielle en un avenir assuré». Ensuite une «quantité de temps disponible hors travail», que dans la vie privée on consacre à ce qu'on veut. La participation à l'espace public requiert en outre «un certain degré d'estime de soi, un certain sentiment de sa propre valeur». Mais aussi une «familiarité préalable avec les pratiques de la coopération démocratique», acquise sur le lieu de travail, par le dialogue, les assemblées, l'exercice de la négociation – tel qu'il permettrait de ne pas «laisser la rédaction des contrats de travail aux entrepreneurs, c'est-à-dire à ceux qui possèdent les plus puissants moyens de pression». Enfin, «la portée et la densité intellectuelle de la tâche à exécuter», réduites à néant quand il y a monotonie, répétition des gestes, isolement...

Cette énumération n'a qu'une «finalité heuristique». Elle permet, autre-

ment dit, de voir quels choix politiques concrets seraient possibles et souhaitables pour mieux organiser le travail social. Mais encore faut-il s'entendre sur ce qu'il signifie, et même sur ce que l'on peut dire être du «travail». La notion sert à tout (même à une porte que l'humidité fait «travailler») et sa définition usuelle – application d'une force physique ou intellectuelle à une matière (bois) en vue de sa transformation en objet (chaise) doté d'une valeur d'usage et d'une valeur d'échange – se révèle inapte à cerner la plupart des formes de travail, surtout dans une société numérisée.

«CLIMAT DE RÉSISTANCE»
Honneth y intègre cependant toutes les activités qui maintiennent «la forme de vie donnée» au sein d'une «communauté sociale» et contribuent à la coopération: prestations domestiques (éducation, garde des enfants, cuisine, ménage...), activités de services, de soin, d'aide à la personne, volontariat social... Mais



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, plongée dans le dernier livre traduit de l'Argentine Mariana Enriquez, *la Petite Sœur* (traduit par Anne Plantagenet, Éditions du sous-sol), un portrait enquêté de l'une des figures les plus secrètes et les plus étranges de la littérature sud-américaine, l'écrivaine Silvina Ocampo (1903-1993). PHOTO GETTY IMAGES

LIVRES/



New York, 1971. L'autrice questionne les liens qui s'inventent chez ceux «qui sortent de la norme». PHOTO DONNA GOTTISALIAK

«Un désir démesuré d'amitié», livret de famille choisie

Dans son essai où se mêlent souvenirs et théorie politique, Helène Giannecchini interroge les nouveaux liens familiaux à travers le récit intime de son enfance et de sa vie de femme.

Notre désir démesuré d'amitié est-il, comme notre besoin de consolation, impossible à rassasier ? Selon Helène Giannecchini, la réponse est non. *Féministe, minoritaire, queer*, écrivaine et théoricienne de l'art, elle est née en 1987. Elle croit en l'amitié davantage qu'aux liens amoureux ou biologiques. *Un désir démesuré d'amitié* fait songer aux *Argonautes* de Maggie Nelson parce que s'y mêlent récit intime et théorie politique, souvenirs personnels et notes de lecture. Comme Maggie Nelson ou Roland Barthes dans *Fragments d'un discours amoureux*, dans les marges sont indiqués les titres des livres qui inspirent tel ou tel paragraphe. Ce beau titre est une citation que l'autrice et des amies, en voyage à Amsterdam, ont lue, gravée sur l'Homomonument, «le premier monu-

ment au monde érigé à la mémoire des personnes persécutées et opprimées. Il a été érigé en 1987», soit l'année de naissance de Giannecchini. Cette phrase devient «la devise» de leur séjour, et elle est le point de départ d'une réflexion sur les liens qui libèrent et s'inventent depuis quelques décennies chez ceux «qui sortent de la norme, dont les desirs ne s'ajustent pas majoritaires», et que la loi ne punit plus.

Parents pas conventionnels

Depuis trente ans, la question des contours des nouvelles familles et des formes inédites de la parentalité est au cœur de livres, de documentaires, d'articles et d'émissions de radio ou de télévision. Si bien que ce texte-ci, accompagné de photographies trouvées dans des brochantes ou dans des fonds d'archives, n'est jamais aussi intéressant, agréable à lire et singulier que lorsque Giannecchini raconte sa propre enfance, où l'état dans laquelle la plonge une histoire qu'elle découvre, entend ou lit. Lorsqu'elle parle d'elle, on y est, c'est bien. En revanche, quand le livre creuse la théorie, il souffre de la comparaison avec les *Argonautes*, justement, ou du fait que l'autrice

avance des vérités que l'expérience malheureusement dément. Par ailleurs, qu'une famille choisie soit plus floue que la famille de sang, même si c'est bien de le rappeler et de s'en souvenir dans les moments de crise, de déception et de désarroi, nous le savons. Les parents de Giannecchini n'étaient pas conventionnels. Ils vivaient à trois. L'autrice a eu deux pères : «Ma mère est tombée amoureuse une première fois à 19 ans, une seconde à 25. Sa première histoire n'était pas terminée au moment de cette seconde rencontre. Elle a très vite vu qu'elle aimait ces deux hommes et, comme elle a refusé de choisir et que personne ne voulait la quitter, ils ont inventé une nouvelle manière de vivre. Leur histoire à trois a duré quinze ans.» Appartenant à la classe moyenne, ils ont pu habiter un espace dans lequel chacun avait sa chambre, «adultes comme enfants» ; Giannecchini a un grand frère. «Un jour, l'un de mes pères a rencontré une autre femme et a décidé de mettre un terme à cette vie.» Mais elle a continué de dire qu'elle avait deux pères. Lorsque l'un d'eux est mort brutalement, il y eut des «situations cocasses» : «J'annonçais par exemple que mon

père était mort, on me prenait le bras avec un air de grande tristesse en me présentant des condoléances et, l'instant d'après, mon téléphone sonnait dans ma poche et j'avais mon autre père au téléphone. Les gens n'arrivaient plus à me suivre et me regardaient interloqués : «Mais attends, il est pas mort, ton père ?» Cette absence de conformisme a compté dans la vie qu'Hélène Giannecchini s'est construite. L'importance qu'elle accorde à l'amitié tient également à l'arrivée, dans la maison familiale, en banlieue parisienne, d'une amie des deux parents qui étaient restés ensemble. Ils avaient rencontré cette femme quelques années plus tôt et l'ont appelée pour lui proposer une chambre, chez eux. Ils éprouaient le besoin «de faire une trouée d'amitié dans ce tout-familial». La description de cette femme est jolie : Giannecchini la montre aérienne, heureuse, indépendante mais attentionnée. Elle était lesbienne ; son homosexualité, si elle ne comptait pas pour l'autrice quand elle était enfant, fut ensuite un modèle : «J'enviais sa liberté.»

Cicatrices des années sida

Le livre progresse en même temps que les années passent. *Un désir démesuré d'amitié* raconte, du point de vue d'une femme née en 1987, les traces et cicatrices laissées par des années où le sida était responsable d'une hécatombe parmi les gays : «Ma génération est à la croisée de plusieurs critiques : soit on nous accuse d'indifférence, soit on pointe notre tendance à nous approprier une histoire que nous n'avons pas vécue.» Helène Giannecchini a obtenu l'autorisation de consulter le fonds Sida-Mémoires créé en 1999 à l'Imec. Elle y découvre un récit d'agonie et se demande ce qu'elle va faire de cette «détresse». Elle se souvient qu'au lycée, «on se demandait entre copines si «on avait fait le test», celles qui disaient oui avaient immédiatement une aura de filles cool et sales». Ces souvenirs qui se glissent dans les plis du livre en font l'intérêt et le charme. Ils lui confèrent du jeu, du doute, de la souplesse. Entamant une relation avec une femme de seize ans son aînée, l'autrice fait l'expérience de la position décalée de sa génération par rapport à la peur et au malheur causés par le sida dans les années 80. Elle rencontre cette future amante en ligne. Elle-même a 24 ans ; la femme, Myriam, en a 40. Leur premier rendez-vous se passe dans un restaurant grec du X^e arrondissement de Paris : «Elle est déjà là quand j'arrive et je la reconnais alors que je ne l'ai jamais vue. Elle est de dos, je vois sa nuque, ses cheveux courts et gris.» Myriam ne se montre pas immédiatement chaleureuse. Elle est dure, distante le matin, alors qu'elles ont fait l'amour toute la nuit. Son appartement est presque vide, ce qui, pour le lecteur, fait écho à sa nuque épurée et à la froideur de son comportement. Le sexe avec elle «est cru, direct, et me donne une impression de puissance». Ce sentiment, particulier et fondamental, l'amitié ne l'offre pas.

VIRGINIE BLOCH-LAINÉ

HELENE GIANNECCHINI

UN DESIR DÉMESURÉ D'AMITIÉ

Seuil «la Librairie du XXI^e siècle», 288 pp., 21 € (ebook : 15 €)

Festival Les 19^{es} Rencontres de Chaminadour s'ouvrent ce jeudi à Guéret (Creuse) et partent jusqu'à dimanche «sur les grands chemins» d'Homère avec Olivier Rollin comme principal hôte. A ses côtés, Barbara Cassin, René de Ceccatty, Yannick Haenel, Pierre Michon et d'autres échangeront sur l'histoire de l'Iliade et l'Odyssée. Chaminadour.com. PHOTO OPALE PHOTO

Rencontre Simone de Beauvoir lisait les lettres que lui envoyaient ses lectrices et ses lecteurs, et elle y répondait. L'historienne Marine Rouch a rassemblé une sélection de ces échanges dans *Chère Simone de Beauvoir* (Flammarion), qu'elle présente ce jeudi, à 18 heures, à la librairie Ombres blanches à Toulouse. PHOTO GETTY IMAGES

Henry Louis Gates Jr., une enfance noire sépia

L'historien américain raconte sa jeunesse du temps de la ségrégation dans une petite ville industrielle de la Virginie-Occidentale et son éveil lors de la bataille pour les droits civiques.

«**B**rian is in the kitchen». N'importe quel débutant en anglais sait ce que ça veut dire et que Brian est dans la cuisine. Pourtant «*kitchen*» a aussi un sens bien plus secret relié lui au registre de la coiffure. Dans *Gens de couleur* de l'historien, professeur à Harvard et réalisateur de télévision américain Henry Louis Gates Jr., les cheveux sont un motif récurrent. Dans les années 50, période encore marquée par la ségrégation, dans la petite ville au bord du Potomac où le jeune Gates vit avec sa famille, les défrisages tiennent une place aussi importante que les fêtes et les cérémonies religieuses. A domicile, la mère de Gates lissait les cheveux de ses connaissances.

«**Bons cheveux**». Hélas il y avait cette fameuse «*kitchen*» : «*La kitchen dont je parle maintenant est le petit bout de cheveux très crépus situé sur la nuque, à la jonction du cou et du col de chemise. S'il y a jamais eu une partie de notre civilisation africaine qui ait résisté à l'assimilation, c'est cette fameuse kitchen. Si chaud qu'il ait le fer, si pulsant qu'il ait le défrisage chimique, si radicale l'application du mélange de purée de pommes de terre et de soude caustique utilisé pour le défrisage, ni Dieu, ni une femme ni Samy Davis Jr. n'auraient pu la défriser. Elle était permanente,*

impossible à éradiquer et invinciblement crépue.» Ne restait donc plus pour la mère de l'auteur qu'à la couper prestement «*avec une paire de ciseaux achetés exprès*».

Dans ce monde afro-américain, «*sépie*» dit l'auteur, puisqu'il a conscience de son regard rétroactif teinté d'un peu de nostalgie, tout le monde s'observe. Gates y va franco. Il y a beaucoup de couloirs dans sa petite ville natale, Piedmont, en Virginie-Occidentale. Et les ragots courent : on sait que tel ou tel enfant est le fils d'un tel plutôt que de son père officiel qui s'en accommode. Dans nombre de familles, toutes les gammes de teint s'échelonnent et certains ont des «*bons cheveux*», sous-entendu pas trop frisés, d'autres de «*mauvais cheveux*». L'auteur (né en 1950), dont le père est plus clair de peau que la mère, n'a pas de «*mauvais cheveux*», complimente le coiffeur. Mais quand adolescent, il se tourne vers la bataille pour les droits civiques, finit les coupes au bol puis les lissages avec un bonnet fait dans un bas. Il passe à la coupe afro. «*L'été 1966, celui où Stokely Carmichael avait annoncé ce qu'il appelait "Black Power", venait de se terminer. De nombreux Nègres devinrent des Noirs, arborèrent de grands afros et se mirent à porter des dashikis [chemises amples de couleur vive, originaire d'Afrique, ndr] et des colliers. J'avais la chair de poule rien*



Des femmes en train d'être coiffées, à Pittsburgh, dans les années 60. PHOTO GETTY

qu'en pensant au fait d'être noir, d'être fier de l'être et d'apprendre à regarder de volumineux cheveux crépus et à les trouver beaux. Cheveux Etc., disait papa : Emmêlés, Incoffiables et Crépus.»

Glissement. *Gens de couleur*, paru aux États-Unis en 1994, est un livre à plusieurs détonances. Il est d'abord un sensible récit d'enfance, témoin d'un monde disparu, rendu clos par la séparation d'avec celui des blancs. Il y a ici comme une vie de village, avec ses figures marquantes, ses festivités, ses prédicateurs illuminés, ses histoires plus ou moins véridiques. Henry Louis Gates Jr., surnommé «*Skippy*» à l'époque, se remémore de stimulantes séances de chasse et de pêche avec son

oncle. Mais derrière l'autobiographie, il y a aussi une étude en pointillé d'un glissement de mentalités. Celui qui mènera à l'ouverture vers l'extérieur grâce notamment à l'école accessible à tous. A Piedmont, beaucoup de pères de famille afro-américains travaillaient comme chargeurs à l'usine de papier. Un moment édifant du livre est le récit teinté de «*ré-singation mélancolique*» du dernier pique-nique annuel de ces ouvriers de couleur, devenu illégal puisque issu de la ségrégation.

FRÉDÉRIQUE FANCHETTE

HENRY LOUIS GATES JR.

GENS DE COULEUR. AUTOBIOGRAPHIE

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Isabelle Leymarie, Editions du Canoë, 368 pp., 24 €.

«Gestes de femmes», les travaux forcés du foyer

Sophie Coste définit les actions qui cantonnent à la maison les corps féminins et les brisent.

Déjà à hauteur d'enfant, l'espace domestique est occupé par les femmes. Il faut dire que Cendrillon époussette, range et lave à grandes eaux le domicile. Loin d'être réservés à la fiction, ces gestes non rémunérés, depuis des siècles, tiennent responsables les femmes «*de la bonne marche de la maison et du bien-être de la famille*». Balayer, un des treize verbes analysés par Sophie Coste, équivaut à «*fat-*

tache[r] à ce qui est au plus bas : le sol, la terre. [...] Son humilité est entachée d'humiliation». Ce n'est que la «*contaminé du labeur féminin*» et de la misogynie car «*devant une activité strictement féminine, la suspicion ne manque pas d'entrer en alerte*».

Sophie Coste, agrégée de lettres modernes, définit des actions bornées au foyer, à l'exception de quelques virees à l'extérieur pour cueillir des fruits ou laver le linge. Il fallait s'agenouiller autrefois au bord de la rivière, se courber l'échine et se casser les reins pour frotter quelques vêtements dans l'eau glacée. Tout est affaire d'aliénation, ces «*gestes de femmes*» brisent les corps et cela dès le

plus jeune âge. Les jeunes filles connaissent ces mouvements, ceux de reprendre et de raccommode, rendus obligatoires à l'école sous la III^e République. Il est question avec ces travaux d'algues d'une «*leçon de maintien corporel et de retenue*» pour «*discipliner le corps des petites filles, comme un corset invisible*» — ne dit-on pas des couturières qu'elles sont des petites mains fortes de «*patience, de docilité et de modestie*» ?

Après des années de résilience, les coutures craquent. Elles défont les fils «*point par point*», ce geste inverse mène les couturières à «*en décou- dre*», sous-entendu à «*se battre*». «*Car découdre n'est pas*



Sur la dialectica pero en verde chillon d'Ouka Leele (1982). PHOTO VU

seulement un geste attentif et respectueux, il est libérateur» et fait de l'aiguille une «*arme de la résistance féminine*». Sophie Coste parle de la peintre Angela Su qui symbolise le silence en cousant des lèvres avec des cheveux. Elle mentionne aussi le corset recouvert de dents de requin créé par Sarah Garzoni et exposé en 2010. Le travail de l'aiguille était réservé à l'espace domestique, avec celui des artistes, les fils s'effiloient loin de «*l'ordre établi*».

CHARLINE GUERTON-DELIEUVIN

SOPHIE COSTE

GESTES DE FEMMES

Philippe Rey, 256 pp., 20 € (ebook : 13 €).

CULTURE/

Théâtre Un budget et des programmes taillés en pièces

Saisons raccourcies, créations moins nombreuses, reprises tous azimuts... Quand les subventions fondent et que les frais explosent, les établissements se voient contraints de repenser leurs propositions.

Par
ANNE DIATKINE

De nombreuses directions de scènes l'avaient annoncé : la saison théâtrale 2024-2025 serait problématique en raison de l'érosion de leurs moyens et elles devraient privilégier des spectacles peu onéreux, avec un minimum d'acteurs, et un tabouret en guise de décor. La direction des théâtres nationaux – en particulier l'Odéon, la Colline, la Comédie-Française, tous trois coproducteurs essentiels pour les compagnies – avant qu'à elle hurlé dans le désert que les répercussions seraient immédiates, lorsqu'elle a appris tardivement, en avril, que le milieu allait subir une restriction de la moitié de son budget de programmation pour l'année en cours. Nous y voilà. En consultant les programmes qui envahissent les bureaux et les présentations de ladite saison, une injonction contradictoire saute aux yeux : il s'agit à la fois d'attirer la curiosité des publics et des médias, de ne pas crier misère et de ne surtout pas sous-entendre que la programmation serait au rabais. Tout en laissant voir *mutatis mutandis* le nœud coulant qui menace en particulier les artistes les plus jeunes, les moins connus, les plus précaires, forces vives de demain. A ce titre, la programmation de cet automne à la Colline brille par son absence d'hypocrisie. Il n'y a plus

d'argent ? Il ne faut pas prendre de risque, déconcerter avec des noms peu connus, et débiter la saison avec une salle possiblement à moitié pleine ? « OK boomer ! » semble lancer l'équipe dirigeante à la ministre démissionnaire de la Culture, Rachida Dati. Pourquoi ne pas programmer pendant un trimestre une pièce qui a déjà été créée pendant deux mois dans le même théâtre il y a deux ans ? Et c'est ainsi que du 20 septembre au 22 décembre, la saga autobiographique de Wajdi Mouawad, *Racine carrée du verbe être*, se déploiera encore une fois en majesté dans la grande salle de 650 places. On n'a évidemment rien contre cette pièce du directeur de la Colline, qui imbrique l'intime et le politique et prend de nouvelles résonances avec l'actualité, et il est sans doute heureux que d'autres spectateurs puissent la découvrir. Il n'empêche : le geste est d'autant plus ostentatoire qu'est attendue, en fin de saison, *Journée de noces chez les cromagnons*, pièce du même auteur qui aurait dû être créée au Liban, et qui se donnera du 29 avril au 22 juin 2025 dans la même grande et belle salle, après avoir été montrée au Printemps des comédiens.

Autrement dit, presque la moitié de la saison est, cette année, consacrée à cet aimant à public qu'est Wajdi Mouawad, sans même qu'il s'agisse de créations ! Le secrétaire général

de la Colline, Arnaud Antolinos, assume pleinement sa programmation : « Quand on a reçu l'annonce en avril de la réduction de moitié de notre disponible artistique, soit 730 000 euros, on a été obligés de revoir toute la programmation de l'automne. On essaie de sanctuariser celle qui court de janvier à juin. De s'assurer d'avoir une activité de création alors qu'on n'en a plus les moyens. » Les projets n'ont pas été décommandés mais reportés aux saisons suivantes. L'établissement dédié aux écritures contemporaines, situé dans le quartier encore populaire de Ménilmontant, a bien une seconde (petite) salle, qui lui permet de continuer à inviter en 2024-2025 des artistes moins connus, en les coproduisant ou les produisant.

MOINS DE COPRODUCTIONS

Mais la création contemporaine est-elle vraiment la priorité de la ministre de la Culture, qui fréquente avec parcimonie les scènes subventionnées, n'ayant pas jugé bon, par exemple, de faire le moindre (petit) saut au dernier Festival d'Avignon – ni même à la Colline, pourtant sous sa tutelle directe ? Rappelons que, faute d'être ardemment protégé, le budget du ministère de la Culture a été délesté de 200 millions d'euros, « ce qui n'est jamais arrivé (aux) prédécesseurs (de la ministre), sans doute plus prompts à

défendre leur budget », remarque un habitué de la rue de Valois. Stéphane Braunschweig, qui vient de passer la main à la direction de l'Odéon à Julien Gosselin, n'a quant à lui pas attendu les restrictions budgétaires historiques d'avril pour annoncer dès décembre les raisons de sa démission : plus aucune marge artistique pour se projeter l'année qui suit, aucuns moyens pour répondre aux différentes missions du théâtre de l'Europe et en particulier honorer son projet d'un théâtre largement ouvert sur l'accueil des artistes étrangers. Avant de faire ses bagages, Braunschweig a bien dû concevoir avec son adjoint, Didier Juillard, l'entièreté de la programmation 2024-2025, qui ne comporte donc aucune création entièrement produite par l'Odéon : la *Mouette* de Tchekhov, que Stéphane Braunschweig présente à partir du 7 novembre, est en effet financée pour un tiers par les deniers de sa propre compagnie et n'aurait pas été possible autrement ! La variété du programme, plus patrimonial que les autres années, ga-

rant ses arrières par de grands noms – Tchekhov, Feydeau, Duras, Brecht. Ils dissimulent certains faits arithmétiques. Les vaches maigres se repercutent dans le nombre des spectacles proposés : 12 cette saison contre 14, 15, ou 16 les années précédentes, et 245 représentations au lieu des 300 auparavant, ce qui constitue une « régression », note Didier Juillard, le programmateur lui aussi sur le départ. Qui ajoute : « On produit en général deux spectacles à 100%, et donc cette année, on n'en a aucun. On a réduit systématiquement le montant de nos sept ou huit coproductions et les séries sont plus courtes. » Ainsi, quand l'Odéon soutenait une création à hauteur de 50 000 euros, le théâtre n'en donne plus que 30 000, et quand elle en offrait 30 000, sa participation a été divisée par deux. Les compagnies sont obligées de chercher d'autres coproducteurs, et de vendre leurs spectacles plus cher tout en réduisant leur ambition – biffer des acteurs, des décors. L'Odéon accueille cependant comme chaque année,



Créée il y a deux ans, *Racine carrée du verbe être* est programmée à la



Coproducte par l'Odéon, *Lacrime* est une autre reprise très attendue.



Colline. PHOTO SIMON GOSSELIN



Dämon, pièce d'Angélica Liddell, sera reprise à l'Odéon. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE



PHOTO C. RAYNAUD DE LAGE



La saison très courte de la MAC de Créteil commencera avec los Días Afuera de Lola Arias. PHOTO C. FURMAN

en les coproduisant, des reprises très attendues (*Lacrima* de Caroline Guiela Nguyen et *Dämon* d'Angélica Liddell) mais aussi, dans le cadre du Festival d'automne, *Parallax*, mis en scène par le Hongrois Kornel Mundruczo, *Grand-Peur* et *Misère du III^e Reich* de Brecht, montée par Julie Duclos, ou dans un tout autre genre *L'Amante anglaise* de Duras, par Emilie Charriot. Cette pièce sera incarnée par trois stars du théâtre subventionné, Dominique Raymond, Laurent Poitrenaux, et Nicolas Bouchaud. De quoi masquer la disette budgétaire.

Les autres scènes publiques, dont les subventions sont partagées avec les municipalités ou régions, n'ont pas perdu de financements étatiques. Pour autant, comment ne pas s'interroger sur la saison très courte de la MAC de Créteil, qui ne débute que le 6 novembre par l'efficace *Días Afuera* de Lola Arias, découvert au dernier Festival d'Avignon, et se conclut le 10 mai par un concert ? En effet, avec l'inflation, la hausse des frais de fonctionnement inéluctable, toutes les directions

contemplant, selon la formule imagée de Claire Dupont, à la tête de depuis un an et demi du toujours dynamique théâtre de la Bastille, « la tragédie du théâtre en ordre de marche qui dévore, à subventions constantes, la marge artistique ». « Oui, ajoute-t-elle, cet appauvrissement a un impact sur la manière de programmer. Le nombre de dates qu'on peut proposer aux compagnies se réduit et la plupart d'entre nous se résout à faire des séries un peu plus courtes. »

«MUTUALISER NOS EFFORTS»

Du coup, les tournées s'étiolent, les compagnies sont obligées d'augmenter le prix de cession de leurs spectacles, ce qui a des répercussions en particulier sur les théâtres comme la Bastille ou le Rond-Point, qui ne sont pas ou peu des structures de production, mais achètent les spectacles. Pour sa part, Claire Dupont a choisi de jouer plusieurs fois les formats scéniques qu'on qualifiera de « classiques », tout en introduisant des formes plus

performatives, éventuellement déconcertantes pour le public du théâtre de la Bastille. Citons entre autres l'intriguant *Je te chante une chanson toute nue en échange d'un verre*, titre à prendre au pied de la lettre, nous promet-on, par Vanasay Khamphommala, lors d'une journée consacrée à l'écriture de soi le 28 septembre ; ou *Bouflood* (*l'homme aux peaux*) de Kenza Berada, du 25 au 30 novembre, preuve qu'en dépit de la crise, la Bastille n'a pas l'intention de renoncer à sa mission de défrichage. Face à l'obligation de toutes les scènes subventionnées d'augmenter leurs recettes propres, Claire Dupont note un progrès et un danger mortel. Le pro-

« Cette crise nous oblige à sortir de la compétition entre théâtres. »

Claire Dupont
directrice du théâtre
de la Bastille

grès ? « Cette longue crise, qui ne date pas d'hier, nous oblige à mutualiser nos efforts, à sortir de la compétition entre théâtres, à trouver d'autres réels artistiques. »

Comme Hortense Archambault, à la tête de la MC93 à Bobigny, elle note l'importance croissante du Festival d'automne – dont Francesca Corona est depuis deux ans la directrice artistique – qui accompagne la logistique des tournées de plusieurs dizaines de pièces, accroît leur visibilité... et permet d'accueillir des spectacles que ces théâtres n'auraient plus les moyens de recevoir aujourd'hui. Le danger ? « On nous demande d'augmenter nos fonds propres. Or, un théâtre comme la Bastille n'aurait jamais les grands mécènes, et on se refuse à grignoter notre vocation de théâtre de service public en le louant pour des événements privés. Ne reste donc pour augmenter nos recettes que l'augmentation du prix du ticket. Mais l'une de nos missions principales est de rester accessible à chacun. Comment donner aux jeunes adultes envie de fréquenter nos théâtres si la billetterie est hors de leur

portée ? » Ce point tient tant à cœur à Claire Dupont qu'elle a fondé Prémises, structure de production pour les artistes émergents : « A succès égal et avec une jauge pleine, le théâtre n'a pas du tout les mêmes recettes s'il est rempli de jeunes spectateurs ou d'un public grisonnant. Pourtant si on n'est plus en capacité de travailler sur le renouvellement des publics, on rate un virage essentiel et une partie de notre mission. »

LES REPRISES, DÉMARCHÉ VERTUEUSE

Ça n'aura échappé à aucun maniaque des brochures : cette année, les reprises grandes et petites sont légion. Rien qu'à la Bastille, citons notamment un « vieux » spectacle peu joué de Tiago Rodrigues, *Antoine et Cléopâtre* du 27 février au 14 mars, le merveilleux et inimitable seul en scène *En addicto* de Thomas Quillardet créé la saison dernière, hélas sur seulement deux jours, les 18 et 19 décembre, ou encore les *Bijoux de poutille* de Céline Milliat-Baumgartner, par Pauline Bureau, du 28 avril au 17 mai. Oh joie, si l'on se tourne vers la MC93 à Bobigny, on pourra voir le déjà mythique et rarement présenté *in extenso Laboratoire Poison* d'Adeline Rosenstein en avril, tandis que, bien plus tôt cet automne, on aura entamé une autre traversée de l'histoire grâce à *Banquet capital* de Sylvain Creuzevault, du 27 septembre au 6 octobre – à l'origine conçu pour être joué dans un hall et non sur le plateau – puis saisi au vol les *Histoires*, que Jeanne Balibar reprend le 13 octobre.

Non, disent les divers directeurs et programmeurs de lieux, la prolifération des reprises n'est pas qu'une réponse à la paupérisation qu'il faut bien affronter. Mais bien une prise de conscience que l'optique consumériste est un leurre, et que construire un répertoire est nécessaire aux compagnies. La démarche serait vertueuse plutôt que contrainte. Hortense Archambault le constate : « En sortant du confinement, on a eu des saisons très chargées de spectacles qu'on ne pouvait donner que sur des durées très courtes. Les reprendre, c'est les faire vivre. » En France, contrairement à d'autres pays d'Europe, les spectateurs sont revenus massivement au théâtre. La directrice juge d'autant plus « triste » que, malgré cet afflux, elle soit, comme la majorité de ses collègues, obligée d'offrir moins de places aux publics que l'année précédente – « environ 10 000 en moins », calcule-t-elle. Et, pour des raisons budgétaires, faire le choix de présenter moins de spectacles. ➤

A force de livres

Faïza Guène L'écrivaine de 39 ans publie vingt ans après la suite de son premier roman vendu à plus de 400 000 exemplaires.



mère savait que je n'étais pas comme mon frère et ma sœur, que j'étais différente. Et j'avais le sentiment d'être décalée par rapport à mes amis. Je remarquais le moindre détail, contrairement à eux. Je regardais le monde différemment.» Sadio, sa pote depuis la cour de récréation, confirme : «Elle a toujours eu une très bonne répartie avec beaucoup de sens de l'humour et une manière pour dire les choses sans agressivité.»

Au collège, Faïza Guène se retrouve rédactrice en chef du journal école. Les rencontres n'arrivent jamais par hasard. Elle se pointe pour effectuer un reportage dans un atelier d'écriture tenu par un prof de français. Un coup de foudre. «En fait, il m'avait repérée, c'est pour ça qu'il m'a invitée à l'atelier.» Les cahiers se remplissent très vite. «Après avoir lu un de mes textes, le prof m'a demandé s'il pouvait l'envoyer à une maison d'édition.» Isabelle Seguin, editrice chez Hachette, lui propose de terminer son brouillon. Elle gratte. Faïza Guène a 19 ans. Une fille peinarde qui écoute le rap d'ici, le rap de là-bas et les chansons romantiques de Wallen. Son premier bouquin débarque. Une tornade. *Kiffe kiffe demain* se vend à plus de 400 000 exemplaires et sera traduit en 26 langues.

Le phénomène refuse illico la belle histoire. «Je ne voulais pas être perçue comme l'Arabe du quartier qui a été sauvée par un livre. D'ailleurs, à l'époque, je n'avais pas de référence littéraire, ce sont les histoires orales de

7 juin 1988 Naissance à Bobigny.

2004 Premier roman, *Kiffe kiffe demain* (Hachette Littératures).

21 août Septième roman, *Kiffe kiffe hier* ? (Fayard).

mes tantes en Algérie qui m'ont donné envie d'écrire.» Une ovni dans une bulle où l'entre-soi est roi. Son blaze est posé sur la même étagère que Mehdi Charef et Tassadit Imache. Des écrivains nés loin du sérail. Ils ont ouvert les premières portes au siècle dernier. Faïza devient à son tour un exemple pour un tas de marmottes. Elle évite les pièges, les clichés et l'embourgeoisement. «Je ne me projette pas, encore moins depuis que j'ai perdu mon père, conclut-elle sous la pluie. J'aimerais juste continuer à écrire et, si je n'ai plus d'inspiration, j'arrête. Moi, tout ce que je veux, c'est être tranquille.» Une manière de vivre les choses dans l'écriture ou ailleurs, sans forcer et sans douleur.

Marseille, septembre 2024. On est toujours resté en contact depuis notre première fois. Faïza Guène se pose face au soleil et à la mer. Elle raconte sa nouvelle vie dans le Sud, la sortie de son livre, le quotidien de ses deux filles, mais aussi sa colère contre Macron et sa «conception de la démocratie». Elle parle comme elle écrit : des métaphores, des rires et des détails. «À l'époque, tu refusais de te projeter dans la littérature.

— Je n'ai pas changé. Ça a commencé presque par hasard, je ne l'ai pas décidé, et je ne me pose pas la question de la fin. Peut-être que ça s'arrêtera un jour. Je ne parle pas de l'écriture, parce que personne ne pourra m'empêcher d'écrire, mais d'être publiée.

— Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?

— Je ne me définissais pas comme écrivaine. Désormais, je l'affirme. Et je ne cherche plus à plaier ou à essayer de me faire comprendre, parce que je suis libre et en paix avec moi-même.

Comment mesurer la réussite ? Les prix littéraires donnent les bons et les mauvais points aux écrivains. Les listes de nominés et les gagnants sont scrutés. La Pantinoise regarde ailleurs. Elle a ses propres indicateurs. Comme les nombreux messages qu'elle reçoit. Des témoignages — «de jeunes femmes le plus souvent» — qui racontent les effets de ses livres dans le monde réel. Son parcours ouvre des portes dans les têtes. Comment être un exemple ? Elle pense aux discussions avec son aînée, collégienne. «Je lui parle du racisme, de la violence de notre société et du respect à donner et à recevoir, dit-elle. En lui disant tout ça, je me dois d'être à la hauteur de mes principes.

Peu importe l'endroit (Paris ou Marseille), peu importe l'époque (hier ou aujourd'hui) : certaines choses ne bougent pas. Faïza Guène place toujours ses parents au cœur de son histoire. Elle a raconté la vie de sa mère dans la *Discretion* (Plon, 2020), sans doute son plus beau roman. «J'écris toujours dans la joie et les rires, mais l'écriture, qui est un refuge, sert aussi à soigner les blessures de mes parents qui ont tout sacrifié en Algérie pour venir en France.» L'écrivaine garde pour toujours les conseils de son père. Le boiseur lui disait par exemple : «Lorsque tu arrives dans un endroit que tu ne connais pas, attention, il ne faut jamais sortir une carte pour se repérer ou porter un sac à dos parce que les gens comprennent tout de suite que tu n'es pas du coin.» Sa fille, Faïza Guène, a trouvé son chemin. ◆

Par **RACHID LAÏRECHE**
Photo **OLIVIER DOMER, MYOP**

Dans une rue qui grimpe, en tournant le dos à la Méditerranée, une voiture grise freine sèchement. Une petite marche arrière. Le conducteur et la passagère bloquent sur la fille posée en terrasse. «Tu crois que ça peut être elle ?» Ils restent une longue minute sans réponse. Le conducteur décide de garer sa voiture un peu plus haut. Le couple interpelle timidement la fille en terrasse : «Vous êtes Faïza Guène ?» La passagère enseigne le français dans un collège des quartiers Nord à Marseille, notamment à des gamins en décrochage scolaire. Elle a lu «presque» tous ses livres. Ses élèves aussi. «Ils aiment ce que vous écrivez.» Le conducteur, lui, pose une ultime question au moment de partir : «Qu'est-ce que vous faites là ?»

La fille de Seine-Saint-Denis habite dans les parages depuis une année et quelques mois. Elle a emménagé dans le nord de Marseille avec ses deux filles et son amoureux, Jamil Bouanani, un humoriste connu sous le nom de Djamil le Shlag, qui a fait du bruit en claquant la porte de France Inter en direct au moment de la polémique Guillaume Meurice. Le conducteur se frotte presque les yeux. «Ma femme est vraiment une fan de Faïza Guène, elle en parle souvent, et aujourd'hui, on

découvre qu'elle habite à deux rues de chez nous. C'est fou, non ?» Faïza Guène, 39 ans, publie son septième ouvrage, *Kiffe kiffe hier* ? (Fayard), la suite de son premier roman né vingt ans plus tôt, *Kiffe kiffe demain*. La narratrice, Doria, qui habite toujours dans le 93, n'est plus une adolescente de 15 piges, mais une mère trentenaire en plein divorce. Elle raconte les

changements de son monde et de ses alentours à sa manière : un monologue drôle, visuel, touchant et social. Doria est-elle une Faïza planquée ? «Nous n'avons

pas vraiment grand-chose à voir ensemble, en dehors d'avoir grandi dans un quartier populaire. Nous n'avons pas le même schéma familial, ni la même vie, ni du tout le même parcours.» Une manière de mettre à distance Doria et son évolution ; de la laisser dans la fiction. Et Faïza Guène, la romancière, comment a-t-elle évolué ?

Paris, février 2014. Je la rencontre pour la première fois. Elle se pointe sous une pluie fine. Faïza Guène s'installe à la terrasse d'un café des quais de Seine. L'écrivaine cause de son quatrième hit, *Un homme, ça ne pleure pas*. On retrace aussi sa vie. Petite, elle grattait des histoires sur ses cahiers de brouillon. A Pantin, la rigolote occupait une place à part à la maison. «Ma

LE PORTRAIT